

document de travail

août 2007

45

Analyse rétrospective de la crise alimentaire au Niger en 2005

Annexe 2. La crise alimentaire à Roumbou

Mahaman Moha

Assistant de recherche : Ibrahim Saadou

Sous la direction de Jean-Pierre Olivier de Sardan, (sardan@ird.ne),
directeur du Centre de recherche en anthropologie / sociologie

LASDEL (Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local), Niamey

Contact : Nicolas Meisel, AFD (meiseln@afd.fr)

Département de la Recherche



Agence Française de Développement 5 rue Roland Barthes
Direction de la Stratégie 75012 Paris - France
Département de la Recherche www.afd.fr

SOMMAIRE

Introduction	3
1. Polémique autour d'une « famine » : le point de vue des différents acteurs de l'arène locale de Roubou-Sakabal	8
1.1. L'objet de la polémique : crise alimentaire ou famine	8
1.2. Une crise agropastorale à prédominance pastorale	9
2. Structure locale.....	9
2.1. Auto-consommation et cultures commerciales	9
2.2. Amenuisement de l'espace pastoral	10
2.3. Système foncier	10
2.4. Les activités socio-économiques	12
3. Formes et ampleur de la crise alimentaire à Roubou-Sakabal.....	16
3.1. Effets annonciateurs de la crise	16
3.2. Formes de la crise alimentaire et facteurs aggravants	18
3.3. Les conséquences de la crise agropastorale de 2004-2005	19
4. Les stratégies extra-agricoles (habituelles ou de survie).....	23
4.1. Les activités génératrices de revenus (AGR)	23
4.2. L'endettement.....	24
4.3. Le recours à la solidarité.....	24
4.4. Le régime alimentaire des adultes et ses transformations	25
5. Les stratégies agricoles.....	27
5.1. Le salariat agricole (barema)	27
5.2. Etudes de cas	27
6. Les stratégies pastorales	32
6.1. La transhumance.....	32
6.2. La décapitalisation.....	32
6.3. La vente d'animaux sur les marchés	32
6.4. La pratique du « banda » (viande boucanée) en 2005 : la mutation d'une profession. 33	
7. Les bénéficiaires de la crise	35
8. Les famines dans la mémoire collective à Roubou-Sakabal : sémiologie populaire. 37	
8.1. El gomma (mieux vaut).....	37
8.2. Kumumuwa	37
8.3. Mai kwarare : celle qui rattrape les gens après la fuite (1950).....	37
8.4. Tsabale tiya manda (1964)	38
8.5. La famine de 1974	39
8.6. El Bohari (1984)	40
8.7. Dan kusu (1986)	40
8.8. Botse (2002)	41
8.9. La crise alimentaire de 2004-2005	41
8.10. La malnutrition	41

9. Les interventions extérieures et les diverses formes d'aides	43
9.1. Mode de collecte des données locales par les agents des services de l'Agriculture et de l'Elevage pour le SAP	43
9.2. Les différents types d'interventions extérieures et intérieures	43
9.3. Les CRENI et CRENA	51
10. La crise alimentaire et l'arène locale.....	52
10.1. Le comité sous-régional de prévention et de gestion des crises alimentaires de Dakoro	52
10.2. Relations entre les différents acteurs de la gestion de la crise alimentaire	55
10.3. Création d'un cadre de concertation.....	56
Conclusion.....	57
Bibliographie.....	58
Sigles et acronymes.....	60

Introduction

L'enjeu majeur de ce travail est de faire une analyse de la crise alimentaire « vue d'en bas », à partir des discours et observations recueillis minutieusement sur le terrain.

Ce rapport s'articule en dix parties. La première décrit la polémique autour de la crise alimentaire dans l'arène locale de Roumbou Sakabal. La deuxième montre l'influence de la structure locale sur la crise alimentaire de 2004-2005. La troisième essaie d'élucider les formes et l'ampleur de la crise alimentaire. Les quatrième, cinquième et sixième parties tentent de décrire les différentes stratégies (extra-agricoles, agricoles et pastorales), auxquelles ont recouru les ménages pour survivre. La septième partie quant à elle montre ceux qui ont le plus tiré profit de la crise, tandis que la huitième partie de ce travail aborde les souvenirs des populations locales quant aux différentes famines. Enfin, la dixième et dernière partie présente une analyse institutionnelle des acteurs de gestion de ladite crise alimentaire.

Le contexte de l'étude

Le département de Dakoro, d'une superficie de 16 000 km², est le plus grand des cinq départements que comprend la région de Maradi (38 500 km²). Il est en quelque sorte « *un Niger en miniature* ». Il se caractérise en effet par la diversité de ses composantes physiques et humaines, diversité liée à de multiples facteurs : écologiques, démographiques, économiques, historiques et culturels.

Le site de notre étude, le village de Roumbou-Sakabal, est le chef-lieu de la commune de Roumbou, l'une des quatorze communes de Dakoro. Il constitue une zone de transition, située entre la zone agropastorale et la zone pastorale du département de Dakoro. La sécurité alimentaire des ménages y est parmi les plus menacées. En effet, selon CARE, « une année sur deux est jugée déficitaire. Les déficits alimentaires pour un ménage vulnérable sont supérieurs à 40 %, soit l'équivalent de quatre à cinq mois de manque de nourriture dans les greniers avant de bénéficier des prochaines récoltes (si ces dernières sont bonnes, sinon on parlera de vulnérabilité cumulée). » (CARE Niger, PNER48, Mars 2000.)

L'économie du village de Roumbou-Sakabal, comme celle de la plupart des localités du département de Dakoro, dépend principalement de l'agriculture, de l'élevage et du commerce. Le commerce de bétail y connaît un essor considérable, en raison de sa proximité avec la zone pastorale. Par ailleurs, la création du centre artisanal de Dakoro a fait renaître la bijouterie et la maroquinerie.

Le village de Roumbou-Sakabal tient sa renommée de l'importance de son marché hebdomadaire, dont le rayonnement a drainé de nombreuses populations issues de différentes communautés de la sous-région. Aux Touareg *Tégama*, sont venues s'agglomérer des *Katsinawa*, des *Gobirawa*, des *Mélawa*, des Peuls, des *Koransobawa*, pour ne citer que ceux-ci. Ainsi, l'arrivée et l'installation de ces populations ont généré une multiplicité d'activités, faisant du marché et du village de Roumbou-Sakabal un centre prospère et cosmopolite.

Le village ne dispose d'aucune infrastructure de type moderne, hormis l'école traditionnelle, la medersa, le centre de santé intégré (CSI) et la mini adduction d'eau potable créée par le projet de Développement en zone pastorale (PROZOPAS). En ce qui concerne l'animation de la vie publique, il existe quelques organisations de type comités de gestion (le comité de gestion (COGES) du CSI, de la banque céréalière, du dépôt de médicaments vétérinaires et intrants zootechniques, de l'école), ainsi qu'une association de parents d'élèves et des groupements de femmes. Ces organisations conduisent quelques activités, tels que le stockage de mil, l'entraide lors des travaux champêtres, l'octroi de crédits, etc.

La méthode de l'étude

L'étude a été réalisée selon l'approche méthodologique du Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL). De type qualitative, elle s'est déroulée en trois phases : une phase préparatoire, comprenant les ateliers de préparation et l'enquête documentaire, la phase de terrain, puis la phase de rédaction et de restitution.

La phase de préparation

La préparation de cette étude a été réalisée au cours de deux réunions organisées au LASDEL.

L'atelier de lancement de l'étude a été organisé le 30 mars 2006 par l'Agence Française de Développement (AFD) au LASDEL, avec la participation de responsables de la Cellule crise alimentaire (CCA), du Programme alimentaire mondial (PAM), de la Coopération française, de l'AFD, de l'Université Abdou Moumouni de Niamey et diverses organisations non gouvernementales (ONG) (Médecins sans frontières (MSF), Afrique verte, *Fews-net* etc.). Au cours de cet atelier, le rapport de l'Institut de recherches et d'application des méthodes de développement (IRAM), coordonné par J. Egg, a été présenté par M. Koné et S. Bakary, responsable de la CCA, ainsi qu'une synthèse de quelques résultats provisoires de l'enquête du LASDEL pour MSF par M. Koné à Madarounfa. La proposition de la présente recherche du LASDEL a été discutée.

Une autre réunion rassemblant les chercheurs devant mener l'enquête dans les six sites a été organisée le mercredi 11 avril 2006, afin de définir les critères de choix des différents sites, et les indicateurs qualitatifs communs (ou « descripteurs »).

L'enquête documentaire

Une collecte suivie d'un dépouillement et d'une analyse de tous les documents accessibles (documents d'archives, de littérature savante et rapports d'activités des différents acteurs) fut effectuée.

Les sources d'archives

Les dépôts de Niamey et de Dakoro furent consultés. Les documents d'archives étudiés se présentent comme suit :

- les monographies retracent l'histoire d'un cercle d'une région, d'un groupe social donné. Elles ont le mérite de donner des informations sur la vie sociale, les problèmes socio-économiques et politiques. Les crises alimentaires sont parfois présentées. Nous avons consulté les monographies des différents cercles auxquels cette zone a appartenu : J. Périé (Cercle de Maradi, 1939) ; Braillard (Cercle de Tanout, 1941) ; Riou (cercle de Tanout, 1945) ; M. Vilmin (subdivision de Dakoro, 1955) et Brachet (« Les Touaregs à Dakoro », 1946) ;
- les rapports généraux comportent une rubrique sur chacun des aspects de la vie socio-économique ;
- les rapports de tournées sont les plus nombreux.

La littérature savante

Elle est constituée d'études et de travaux ethnographiques, réalisés dans la région de Maradi par G. Nicolas (1975), A. Luxereau (1984), P. Bonte (1970) ainsi que d'autres chercheurs sur les sécheresses, les changements climatiques et écologiques, les famines et crises alimentaires, le pastoralisme au Niger, etc.

La phase de terrain

L'enquête de terrain s'est déroulée du 31 mai au 16 juin 2006. Elle s'est effectuée les deux premiers jours à Dakoro, au niveau du comité sous-régional de Prévention et de Gestion des Crises alimentaires (CSR-PGCA), puis à Roumbou-Sakabal au niveau des ménages. Nous sommes revenus ensuite à Dakoro pour rencontrer les autres acteurs de la gestion de la crise alimentaire. Quelques entretiens ont été effectués à Maradi (notamment avec World Vision, une ONG étant intervenue, mais ne disposant pas de siège à Dakoro) et à Niamey (auprès de ressortissants).

Durant ces quinze jours, l'équipe, composée d'un chercheur associé au LASDEL (un médecin ayant participé à plusieurs études, dont l'enquête menée par M. Koné sur la famine de 2004-2005 et son impact sur la malnutrition infantile à Madarounfa) et d'un assistant de recherche titulaire d'un DEA en socio-anthropologie du développement, a essayé d'appréhender et de comprendre la crise alimentaire de 2004-2005 telle qu'elle a été vécue par les habitants de Roumbou.

Une deuxième phase de collecte de données complémentaire a été réalisée entre le 28 novembre et le 10 décembre 2006. Ces données nous ont permis de compléter notre rapport afin de corriger les observations qui nous avaient été faites lors de l'atelier de restitution.

Nous avons effectué 60 entretiens totalisant environ 79 heures.

Tableau 1. Nombre de personnes rencontrées et d'entretiens menés par catégories

Groupes stratégiques	Personnes	Nombre de personnes	Nombre d'entretiens
Ménages	• Très vulnérables	18	20
	• Moyennement vulnérables	7	7
	• « Riches »	3	3
Notables	• Chef de canton	1	1
	• Chefs de village	4	4
	• Commerçants	5	5
	• Maire et élus	3	5
Services déconcentrés de l'Etat	• Agriculture	2	2
	• Ressources animales	1	1
	• Développement communautaire	1	1
	• Santé	1	1
	• Education	1	1
Projets et ONG	• Agents de projets de développement	5	5
	• Agents d'ONG urgentistes	3	3
Divers	• Ressortissants	1	1
Total		56	60

Source : Entretiens avec les habitants de Roumbou, Enquête de terrain, LASDEL, 2006.

Echantillonnage des ménages

La procédure utilisée dans le choix des ménages utilisée a été la suivante : une assemblée générale a été réalisée dès le début de l'enquête de terrain. Cette réunion a regroupé une quarantaine de personnes autour du maire, des quatre chefs de village (Roumbou Alka, Maigochi Saboua, Dan Jaoudi, Mai Baréwa et Mai Koulaké) et du représentant du chef de canton.

Après une présentation des objectifs de l'étude, un débat de type « *focus group* » a été organisé autour des points suivants :

- un recensement général des ménages de la communauté, effectué à l'issue de l'assemblée générale ;

- une identification des femmes chefs de ménage ;
- une identification des différentes activités de la localité ;
- une identification en assemblée des groupes de vulnérabilité et des critères qui les caractérisent ;
- un classement des ménages par des informateurs-clés choisis par l'assemblée : les ménages sont ainsi classés en catégorie A (vulnérables), B (moyennement vulnérables), et C (extrêmement vulnérables) ;
- un choix raisonné des ménages, en tenant compte du poids relatif de chaque catégorie de vulnérabilité, de l'existence d'un enfant malnutri dans le ménage, et du sexe du chef de ménage.

Ainsi, un échantillon de 28 ménages dont 6 ménages ayant pour chef une femme, et 16 ménages où au moins un enfant a été malnutri pendant l'année de la crise, a été étudié.

Techniques d'enquête et conduite des entretiens

Dans les ménages, les entretiens ont été réalisés séparément, avec le chef de ménage d'une part, et avec la mère dont l'enfant a été objet ou non de malnutrition d'autre part :

- dans les ménages où il y a eu plus d'un cas de malnutrition ;
- dans les ménages polygames où il y a eu un cas de malnutrition. A l'intérieur de ce ménage, on a discuté aussi avec l'épouse dont aucun enfant n'avait été admis pour malnutrition, l'objectif étant de savoir qu'est-ce qui fait que dans un même ménage (même chef de ménage), un enfant est malnutri et l'autre non. Ceci nous a amené à discuter autour des activités de la mère, du rang de l'enfant, de la position de la mère dans son foyer, de l'alimentation au sein, du mode de sevrage ;
- dans quelques ménages où il n'y a pas eu de cas de malnutrition.

La plupart des personnes ressources ont également été interrogées au chef-lieu du département (membres du CSR-PGCA, autorités administratives, autorités municipales, autorités coutumières), dans les services de santé (l'épidémiologiste du district), dans les services techniques (direction départementale de l'Aménagement du Territoire et du Développement communautaire (DDAT/DC), agriculture, élevage, ..), dans les bureaux des ONG (CARE, OXFAM-Grande Bretagne, le projet de mise en œuvre d'un réseau de santé animale et de conseils de proximité en élevage (PROXEL-Belgique), Vision mondiale...), avec les militants et responsables des ONG locales (le Collectif des associations et ONG pastorales (CAPONG), Daddo, Lawal Bali, l'ONG Contribution à l'éducation de base (CEB) etc.).

Les difficultés rencontrées

Lors des enquêtes individuelles, les données recueillies dans les ménages (au niveau du chef du ménage ou de son épouse) étaient discordantes dans la plupart des cas. Nous avons observé une tendance des chefs de ménage à se déclarer comme extrêmement vulnérable en minimisant la production du ménage ou l'accès au foncier.

En ce qui concerne les entretiens de groupe, nous avons remarqué que les villageois étaient déjà habitués à cette technique, et la pratiquaient aisément tout en adoptant des stratégies de captation d'aide. On a même observé une tendance à vouloir coûte que coûte se faire recenser et subir un entretien.

« Nous avons été piégés l'année passée, c'est pourquoi cette année, nous n'allons pas nous faire avoir. Il y avait des gens qui étaient venus ici pour faire le même travail que vous. Puis, quelques temps après, un véhicule est venu avec beaucoup d'aide, pour distribuer à ceux qui se sont fait recenser. » (Un paysan de Roumbou-Sakabal.)

Un chef de village (à Maigochi Saboua), est venu nous voir pour nous dire que nous sommes passés chez les administrés de Roumbou I et que jusqu'à présent nous n'avons pas fait d'entretien avec ses administrés : « Hier matin, j'étais couché à la maison quand un de mes « *talaka* » est venu me rapporter qu'un chef de village lui a dit : « *Ko bana, el bara ce* » (Même cette année, c'est la répétition de ce qui s'est passé l'année passée.) Vous voyez, on a recensé mes administrés, et vous rien. Quand l'aide viendra, ça sera comme l'année passée. » (Le chef de village de Sakabal.)

1. Polémique autour d'une « famine » : le point de vue des différents acteurs de l'arène locale de Roubou-Sakabal

1.1. L'objet de la polémique : crise alimentaire ou famine

La polémique qui a sévi au niveau central n'a pas présenté un grand intérêt au niveau local parmi les personnes interrogées.

Néanmoins, pour certains, « le gouvernement cherche à cacher une image réelle pour protéger son pouvoir, alors que les *talaka* (pauvres), victimes, ne l'entendent pas de la même oreille. » (Un paysan de Roubou, militant d'un parti de l'opposition).

Il en est de même de certains représentants de l'Etat à Roubou-Sakabal, qui n'ont pas bien accueilli le discours gouvernemental : « Ah oui, il faut le dire... Il suffisait de sillonner l'intérieur du pays pour s'en rendre compte que les gens avaient faim et ne comprenaient pas le discours officiel. Les femmes portaient en brousse pour cueillir les fruits de *anza*, les feuilles du *jiga* pour les manger, avec les conséquences que ça peut avoir sur le plan santé. (...) Les gens mêmes se posaient les questions dont : « Qu'est-ce qui a pris au Président pour nier cette situation ? » Les seuls discours que les gens écoutent et applaudissent, c'est celui de reconnaître la situation de famine et celui d'apporter des vivres. » (Un représentant de l'Etat, militant d'un parti au pouvoir).

En effet, les populations rurales, pour la majorité analphabètes parlent de « *yunwa* » pour décrire la situation, une famine qui frappe de façon sévère toutes les communautés, qu'il s'agisse des habitants des « *gari* » (villages haoussas), ceux des « *rugga* » (agglomérations peules) ou bien ceux des « *zongo* » (campements *buzu* ou *kel tamashek*).

Elhadji S., commerçant de Dakoro, mais fréquentant le marché de Roubou nous partage : « Oui, ici à Dakoro, il y a eu la famine l'année dernière. Même nous qui avons eu quelques 200 bottes, ça nous a concerné, parce que nos parents de la campagne qui n'ont rien eu sont venus nous voir et on a mangé notre récolte ensemble et nous nous sommes retrouvés sans rien : nous, on a rien et eux aussi et ce, trois mois seulement après les récoltes. »

Pour les représentants des services de l'Etat et des ONG, si, pour certains, il n'y a pas eu famine mais crise alimentaire, d'autres ont bel et bien parlé de famine.

Le directeur départemental des Ressources animales (DDRA) témoigne : « Ah oui, il y a eu réellement une crise à Dakoro, crise que l'on peut qualifier de crise alimentaire des cheptels ou des animaux. Le département de Dakoro a été frappé de plein fouet (...) vu le nombre d'animaux qui sont morts. Vraiment, le département a connu une crise sans précédent. »

Pour le préfet, président du CSR-PGCA, il y a eu crise alimentaire et non famine : « La famine, je ne souhaite pas pour notre pays. La famine, c'est quand il n'y a rien sur place, les gens se rabattent sur les fruits sauvages, les racines d'arbres, c'est la famine. On a vu en 1984, en 1973, en 1966 etc. Mais cette année, c'est une crise alimentaire, c'est-à-dire que les aliments, les céréales sont rares sur les marchés, entraînant du coup une surexploitation de ce que nous avons comme dispositif. »

Pour A.D., militant associatif, militant du Mouvement national pour la société de développement (MNSD) et conseiller municipal : « Ce que nous avons connu cette année (2005) dans la vallée de la Tarka nous a rappelé les années 1974. Il n'y avait pas de paille ni d'eau à un certain moment. Avec l'aide alimentaire, on a pu contenir la famine chez les agriculteurs, mais pas chez les éleveurs. »

1.2. Une crise agropastorale à prédominance pastorale

Au nord de la vallée de la Tarka, la crise de 2004-2005 a touché tout le monde, agriculteurs comme éleveurs. Selon la majorité de nos interlocuteurs, qu'ils soient agriculteurs, agropasteurs ou pasteurs, cette « *yunwa* » (famine) aurait davantage affecté les éleveurs.

Pour Saley Tanko, agriculteur et intermédiaire de vente d'animaux sur les marchés locaux : « Les éleveurs ont plus souffert. Ils ont perdu beaucoup d'animaux. C'est surtout dû au manque de pâturage. Tu peux voir un éleveur, malgré les liens qui l'unissent à son troupeau, abandonner quelques têtes parce qu'elles sont terrassées par la faim. »

Bien qu'il n'ait rien perdu, El Ousmane, un éleveur touareg du groupement Kel Tamerkest d'Efferet, reconnaît que la crise de 2004-2005 a considérablement affecté les animaux : « Nos gens qui sont restés au Nord dans la brousse ont beaucoup perdu, celui qui a cent têtes de bovins se retrouve avec deux, celui qui a cent têtes de camelins se retrouve avec huit ; celui qui avait deux cent têtes d'ovins ou caprins se retrouve avec six seulement. »

Cet état de fait est reconnu par les différents acteurs, que ce soient les services de l'Etat, les ONG, la société civile ou le pouvoir traditionnel.

« Déjà au mois de février, vous avez envie de mettre la main sur la tête et pleurer. Vous allez trouver les animaux sous les arbres, devant un espace dénudé et avec une chaleur ardente. » (Le DDRA).

« En 2005, la situation était mauvaise. Il y a eu des éleveurs qui ont perdu presque l'intégralité de leurs animaux, on a vu même des gens se jeter dans des puits puisqu'ils ont tout perdu. » (L'administrateur de OXFAM-GB).

« Même maintenant, l'éleveur est en crise. Il ne produit pas de mil, il lui faut vendre un mouton ou un bœuf pour acheter des céréales, et il n'en a plus. Ce qui fait qu'en termes de crise, si chez l'agriculteur, elle passe après une ou au pire deux années de bonnes cultures, chez les éleveurs elle peut durer cinq à dix ans. La reconstitution du cheptel est un problème difficile et lent. » (Le secrétaire permanent du CAPONG).

« Le bétail a beaucoup souffert ici dans le canton, surtout dans la zone Nord. Agriculteurs comme éleveurs ont perdu leurs animaux, puisque les agriculteurs achètent les animaux et donnent aux bergers peuls pour leur garder. Les agriculteurs ont même vendu leurs greniers aux éleveurs, pour dire que la situation pastorale a été extrêmement difficile. » (Le chef de canton de Birni'n Lallé).

2. Structure locale

2.1. Auto-consommation et cultures commerciales

Comme dans tous les villages de la région agropastorale, l'agriculture est peu diversifiée à Roumbou-Sakabal. On y cultive essentiellement le mil, et dans un ordre décroissant, le sorgho, le haricot, ainsi que de façon marginale l'arachide et les Calebasses. Le mil comme le sorgho sont des cultures d'auto-consommation, alors que le haricot, l'arachide et les Calebasses sont des cultures de rentes. Selon les chefs de ménage, la vente du haricot, d'arachide, ou de Calebasses leur permet de payer les impôts, l'habillement, de dégager un capital financier leur permettant d'exercer des activités génératrices de revenus (AGR), ainsi que de faire face aux dépenses sociales liées au mariage, au baptême, aux soins, à la solidarité, etc. Il arrive parfois que le mil ou le sorgho soient aussi vendus à ces fins.

Ces cultures sont réalisées sur des champs de très grande superficie par rapport à la région de Madarounfa. La superficie moyenne des champs y est en effet de dix hectares

contre un hectare et demi à Madarounfa. Cependant, exploitées depuis les années 1930, les terres sont plus ou moins lessivées et nécessitent par conséquent un apport en fumure organique et minérale, ce qui est rare malgré l'abondance du bétail dans la zone et la disponibilité des engrais sur les marchés voisins. D'année en année, la pratique de la jachère, qui était largement en usage dans la zone, est abandonnée, avec pour conséquence l'appauvrissement des sols.

Compte tenu du retard des pluies et de leur arrêt précoce, la culture de l'arachide est marginale. La production des céréales de base (mil et sorgho) est soumise aux aléas de la pluviométrie, à l'érosion, au lessivage des terres et au caractère rudimentaire des techniques culturales. Par voie de conséquence, il arrive très souvent que la production locale ne couvre pas les besoins des populations, d'où la nécessité de se ravitailler sur les marchés de la sous-région.

« Les populations du Nord de la vallée de la Tarka, se ravitaillent principalement sur les gros marchés du département, en grande partie celui de Dakoro, de Goula, dans une moindre mesure Sakabal, Kombaké, Kudu, plus au Nord Gandu Goriba dans le département de Tanout. » (S.T., un chef de ménage de Roumbou Alka).

En 2004, A.D. déclarait : « J'ai vendu du mil pour acheter le mouton de la Tabaski à 25 000 FCFA ; puis quelques mois après, j'ai vendu 140 *tiya*¹ de niébé à 49 000 FCFA pour habiller la famille. » (A.D., un cultivateur, chef de ménage de Roumbou).

Dans certaines familles où l'unité de production reste encore le *gandu* (grand champ familial sous la responsabilité du chef de famille), la production du *gandu* est consommée collectivement, tandis que celle des champs dépendants ou *gamana*, revient aux femmes et aux enfants.

La production céréalière ne couvre pas toujours les besoins annuels des ménages extrêmement et moyennement vulnérables.

« Présentement, il n'y a rien dans mon grenier. Cette année, la production a juste duré deux mois de consommation. En 2004-2005, juste trois mois, et en 2003-2004, deux mois seulement d'autonomie. » (D.T., un chef de ménage extrêmement vulnérable).

2.2. Aménagement de l'espace pastoral

L'espace pastoral traditionnel devient de plus en plus exigu et il s'amenuise avec la progression du front agricole. Une étude sur la sécurité alimentaire réalisée par OXFAM-GB et l'Association de Redynamisation de l'Élevage au Niger (AREN) en décembre 2005 expose : « Dans la zone pastorale, les surfaces cultivées ont augmenté de 28 % par rapport à l'année dernière. En effet, 22 % des foyers en zone pastorale ont cultivé cette année, dont un tiers d'entre eux pour la première fois. L'avancée du front de cultures sur la zone pastorale a été très évidente en 2005, reflétant la précarité des moyens de subsistance des populations de cette zone, dont l'élevage suffit de moins en moins à faire vivre les foyers. »

2.3. Système foncier

La crise alimentaire de 2004-2005, comparativement à ce qui s'est passé dans le département de Madarounfa, n'a pas provoqué une réorganisation foncière significative. En revanche, c'est l'organisation sociale qui a conduit au cours des années à une réorganisation du système foncier. Au nord de la Tarka, les terres sont suffisantes : il existe encore des poches de terres où l'élevage peut s'épanouir, et les familles dans la majorité des cas

¹ Mesure locale correspondant approximativement à 2,5 kg.

conservent encore leurs grands *gandu*. Néanmoins, on observe petit à petit un phénomène de fragmentation de ces unités de production en de petits lopins de terre.

« Une fois que les enfants se marient, les terres familiales sont morcelées pour donner à l'enfant qui le désire *hita gandou* (sortir du *gandu*). Petit à petit, le champ familial s'amenuise au détriment des petits enfants mineurs. » (M.A., animateur d'une ONG locale).

Les principaux modes d'accès au foncier restent plus ou moins les mêmes :

- l'acquisition de la terre par la hache (*sara*), lorsque le champ exploité a été pour la première fois défriché par le propriétaire ;
- l'acquisition par l'héritage (*gado*) ;
- l'acquisition par le prêt (*aro*), lorsque le propriétaire d'un champ prête à une autre personne un champ à exploiter pendant une période donnée ;
- l'acquisition par le don (*kiyawta*), lorsque le propriétaire d'un champ concède définitivement à une personne un champ à titre gratuit (ces derniers temps, ces champs issus de dons sont néanmoins réclamés ou arrachés par les héritiers en cas de manque de témoins et de pièces justificatives : « Quand nous sommes arrivés ici, on nous a donné des champs, mais après ils les ont repris ! », D.D.) ;
- l'acquisition par l'achat (*saisuwa, saidawa*) ;
- l'acquisition par la mise en gage ou « garantie » (*jingina*) ;
- et enfin l'acquisition par la location (*haya*).

Ces derniers modes d'acquisition (achat, mise en gage, location) apparaissent le plus souvent au moment de difficultés (crises alimentaires, maladies, etc.).

« J'exploite deux champs que le chef du village m'avait prêté, et un autre que j'ai pris en gage « *jingina* » à 16 000 FCFA. Nous n'avons pas de champs propres, chaque année, c'est un casse-tête pour trouver des terres à cultiver. » (Un habitant de Roumbou Sakabal).

Dans la région de Roumbou-Sakabal, les versements financiers sont peu importants lors des transactions foncières. Ainsi, les champs concernés sont le plus souvent de petits lopins et les prix, comme à Madarounfa, varient en fonction du type de terre ou de la qualité du sol (les *gulbi*, terres de vallées², sont plus chers que les *jigawa*, terres lessivées, et les *hako*, terres de glakis), et en fonction de la distance qui sépare le champ du village.

A Roumbou-Sakabal, les chefs de village ont encore la main mise sur l'accès au patrimoine foncier. Arrivés récemment, plusieurs chefs de ménage ne disposent pas de leurs propres terres.

C'est le cas de A.D., qui vit dans une grande famille avec ses quatre frères, tous mariés, et ses parents. Ils sont installés à Roumbou-Sakabal depuis plus de vingt ans, et ne disposent pas de terres à cultiver : « Quand nous sommes arrivés, on nous avait prêté des terres de cultures. Après, c'est le chef de village de Roumbou qui nous a donné gratuitement des terres vierges, qui ont été finalement retirées par son fils. »

Les chefs de village mettent à la disposition de ces nouveaux occupants des terres sous forme de don ou de prêt, qui sont généralement retirées pour plusieurs raisons, comme la

² La région de Roumbou-Sakabal est traversée par la vallée fossile de la Tarka.

« transhumance administrative », le non-ralliement au parti politique du chef du village, les conflits divers, etc.

2.4. Les activités socio-économiques

2.4.1. L'agriculture (*noma*)

A Roubou-Sakabal, *noma* (l'agriculture) est le moteur de l'économie locale. Selon la majorité des enquêtés, tous les ménages, quels que soient leur appartenance ethnique ou leur statut socio-économique, pratiquent cette activité. Elle est à la base de la survie des populations et constitue même, pour la majorité des ménages, le facteur générant toutes les autres activités (élevage, commerce, etc.). Lors du « *focus group* », un villageois affirme : « *Noma shi ya haihi kiwo da kasuwa* » (C'est l'agriculture qui a donné naissance à l'élevage et au commerce).

Toujours selon les résultats de l'enquête d'OXFAM-GB et de l'AREN (voir supra) : « En moyenne, un ménage cultivant en zone agropastorale a récolté 1 900 kg de céréales sèches, contre 970 kg en zone dite pastorale. Les cultures de mil ont produit six à sept fois plus que l'an dernier en zone agropastorale et neuf à dix fois plus sur les zones dites pastorales. Les rendements sont de l'ordre de 600 kg par hectare en zone agropastorale et 420 kg par hectare en zone pastorale, ce qui représente respectivement près de 50 % et 70 % de plus que la moyenne. De nombreux foyers ont semé tardivement, notamment grâce au support apporté par les ONG et aux bonnes perspectives climatiques. Lors d'une enquête similaire menée début juillet dans la zone agropastorale, les surfaces semées étaient de l'ordre de 37,5 % inférieures à celles de l'an dernier. Elles sont, dans cette enquête, quasi-similaires à une année normale (2 % supérieure). »

2.4.2. L'élevage (*kiwo*)

C'est la deuxième activité la plus importante à Roubou-Sakabal. Toujours selon la population de Roubou, tout le monde le pratique, en particulier les groupes A (*masu hali*, non vulnérables) et B (moyennement vulnérables). Principalement sont élevés les camélins, les bovins, les ovins, les caprins, les asins et la volaille. Cet élevage est pratiqué sous deux formes : l'élevage de case et l'élevage transhumant.

Les disparités dans l'accès aux animaux sont très grandes d'un foyer à l'autre, que ce soit en zone pastorale ou agropastorale. Avec « une moyenne de deux ânes, quatre bovins et six petits ruminants, le nombre d'animaux par foyer en zone pastorale est faible. » (OXFAM-GB, AREN, 2005).

L'élevage de case

Plusieurs ménages de Roubou-Sakabal, et particulièrement les moyennement et extrêmement vulnérables, pratiquent l'élevage dit de « case », qui constitue une forme d'épargne permettant de survivre pendant les périodes de soudure. En effet, les petits ruminants sont vendus sur les marchés locaux pour se ravitailler en céréales. L'élevage de petits ruminants et celui de la volaille sont l'apanage des femmes. L'élevage des bovins et asins est lui réservé aux hommes, qui les confient aux enfants pour l'exercice d'AGR du genre *dako* (transport de marchandises et de personnes, recherche et vente d'argile, de paille etc.), ce qui permet aux ménages moyennement vulnérables de subsister pendant les périodes de soudure.

C'est le cas de M.B., un habitant de Sakabal, considéré comme extrêmement vulnérable : « Le petit élevage constitue pour ma famille, une sorte de *asusu* (épargne). Pour ce qui est du gros bétail, il s'agit de deux bœufs pour deux charrettes, avec lesquelles deux de mes enfants tiennent et mènent des activités comme la production et le transport de

l'argile pour les particuliers, le transport des récoltes (*jida*) des particuliers et la culture attelée. »

L'élevage transhumant

« Nous pratiquons l'élevage de « *tachi* » (migration)... Nous partons vers le Sud, et quand la saison des pluies arrive, on retourne au Nord dans la commune de Bermo, Nord Bermo, jusqu'à Tamaya, Igazarane, parfois même jusque dans la région d'Agadès. On ne reste pas sur une même place ». Selon E.O., la zone pastorale leur « appartient, puisqu'il n'y a pas de cultivateurs là-bas, et puis chacun a son puits. Entre nous, les éleveurs touaregs comme peuls, nous sommes ensemble, nous n'avons pas partagé la brousse pour dire que cette partie appartient à telle ou telle personne, sauf pour les puits. »

2.4.3. Le commerce (*kasuwanci*)

Le commerce est une activité très développée à Roumbou-Sakabal du fait de l'importance de son marché (le deuxième du département). Ce marché de renommée internationale draine les populations d'Agadès (Tchirozeribe), de Tahoua (Abalak, Tchintabaraden), de Zinder (Tanout, Gangara, Belbédji), de Maradi et même du Nigeria. La renommée de ce marché tient à sa position géographique (à lisière entre la zone pastorale et la zone agricole), ce qui fait de lui le lieu privilégié d'échanges entre ces différentes communautés. Ce marché, qui officiellement se tient tous les dimanches, fonctionne quatre jours sur sept de la semaine : le dimanche, le lundi, le mardi et le mercredi.

Les principales activités commerciales à Roumbou-Sakabal sont le commerce de bétail (notamment le gros bétail), le commerce de céréales (mil en particulier, haricot, sorgho, arachide et *yakuwa* (oseille de guinée)), le *tréda* (commerce de produits manufacturés)³, la petite restauration, qui est le domaine réservé des femmes (en dehors des bouchers), les légumes et les brasseries locales où sont vendus des alcools fabriqués localement (*tsapalo*, *burkutu*) ou des alcools frelatés importés du Nigeria. Cette dernière activité est réservée aux « femmes libres ».

Le « *dilanci'n bisashe* »

La profession de « *dilanci bisashe* » (intermédiaire de vente d'animaux) est une activité qui consiste en un *chaydu* (témoignage) que le *dilali* (intermédiaire) fait lors d'une transaction de vente-achat de *bisashe* (animaux). On apprend le *dilanci* avec les anciens *dilalai*.

« C'est celui chez qui tu fais le *baranci* (apprentissage) qui te montre comment se passent les choses : quelle *laada* (commission) prendre pour telle ou telle autre catégorie d'animaux ? Puis, ils mettent l'apprenti en contact avec les éleveurs (Peuls, Touareg) et parfois même les Haoussas (acheteurs comme vendeurs). » (S.T., chef d'intermédiaires de vente d'animaux).

Le *dilanci'n bisashe* a un certain nombre de principes et règles. Il s'agit d'être vigilant, le métier étant risqué du fait de la fréquence des vols de bétail dans la zone et de la multiplicité des escrocs qui fréquentent les marchés.

« Un bon *dilali* doit connaître l'éleveur qui vient à lui, ses parents, son campement, reconnaître aussi les signes distinctifs « *wuta* »⁴ des familles ou tribus sur leurs animaux de

³ De l'anglais *trader*, qui signifie commerçant, c'est-à-dire le commerce des produits manufacturés (savons, sucre, sel, thé, cosmétiques, tissus, chaussures en plastique, etc.).

⁴ Le mot haoussa « *wuta* » signifie feu. Il fait allusion au fer rougi aux braises appliqué sur le corps de l'animal, afin de lui attribuer une identité souvent clanique ou tribale.

chaque famille, par exemple le « S » chez les Toyamana⁵. » (S.T., chef d'intermédiaires de vente d'animaux).

La deuxième chose, c'est qu'un *dilali bisashe* doit savoir démasquer « les truands, c'est-à-dire les faux propriétaires du bétail et les faux amis de l'éleveur comme de l'intermédiaire (il y a des esprits malins qui se font passer comme amis ou envoyés du propriétaire, ou bien comme apprentis de l'intermédiaire). » (S.T., chef d'intermédiaires de vente d'animaux).

En effet, les truands ont plusieurs astuces, dont la plus utilisée consiste à se faire passer aux yeux de l'éleveur comme un apprenti du *dilali* et aux yeux de celui-ci comme un accompagnant de l'éleveur. La confusion étant créée, ils s'arrangent toujours pour devancer l'éleveur auprès du *dilali* pour recueillir les fruits de la vente des animaux.

L'année dernière me dit S.T., « J'ai attrapé un comme ça. J'avais vendu un mouton à 17 500 FCFA. Ce qui m'a sauvé, c'est qu'au moment où je suis allé informer l'éleveur, ce dernier m'a fait comprendre qu'il ne le connaît pas. C'est ainsi que je suis parti à sa recherche et j'ai pu l'attraper puisqu'il n'est pas allé loin. J'ai retiré mon argent seulement et je l'ai laissé. »

D'autres donnent l'apparence d'être avec les *in jula* (les commerçants) : « Lorsque les *in jula* viennent pour acheter les animaux, ils viennent derrière eux. Ils marchandent avec les *in jula*, comme s'ils sont leurs assistants, quand ils ont négocié un bon prix, ils disent aux *in jula* de payer l'argent. Ces derniers payent. Puis, ces imposteurs reviennent pour dire que le *dan jula* a dit de leur remettre les animaux, ils prennent et ils s'en vont ».

Dans ce type de cas, les escrocs vendent généralement les animaux aux bouchers qui les égorgent immédiatement.

Notre informateur a été une fois victime sur le marché d'Abalak de ce type d'escroquerie par « un homme qui est venu au nom d'une autre personne retirer deux bêtes auprès de moi. L'une d'elle a été déjà égorgée, j'ai convoqué le type à la gendarmerie, et on m'a remboursé mes 27 500 FCFA. J'ai eu la chance quand le propriétaire est venu me réclamer ses animaux, alors il m'a dit qu'il est seul, il ne connaît pas l'autre. J'ai vite couru à l'abattoir et j'ai trouvé qu'ils ont déjà égorgé une chèvre. »

Puis, il y a ceux commis par certains apprentis « qui ne sont pas sérieux, qui font des mauvaises transactions sans t'avertir et mettent le nom du patron sur le papier. »

La dernière difficulté vient des percepteurs de taxes qui « te font payer 200 francs pour le petit ruminant et 500 francs pour les gros ruminant, le problème c'est que lorsqu'ils remplissent le carnet, le percepteur ne fait pas figurer ton nom sur le carnet. »

Le chef des *dilalai bisashe* doit connaître quel intermédiaire a vendu les animaux de quel éleveur, pour témoigner en cas de difficulté. C'est aussi le chef des *dilalai* qui donne le prix des animaux à l'agent de l'élevage pour le système d'information sur le marché (SIM). C'est lui qui, en cas de faute, sanctionne les intermédiaires, pénalité qui s'élève généralement entre 1 000 et 2 000 FCFA.

Le *dilanci* est une activité aléatoire dont la recette dépend du marché.

« Quand le marché devient difficile, on peut même pas se bredouiller et il faudra s'endetter pour acheter la cola. » (S.T., chef d'intermédiaires de vente d'animaux).

Néanmoins, cette activité permet à ceux qui la pratiquent de survivre après l'épuisement des stocks céréaliers de la famille.

⁵ Tayamana est la tribu des Touareg de Kornaka. Cette *wuta* est faite par les gens de Roumbou-Sakabal, Touareg comme Haoussas, originaires de ce canton dans la majorité des cas.

« Si ça marche, tu peux t'en tirer avec 6 000 FCFA et plus, c'est avec ça que j'achète les céréales... » (D.D., un agriculteur de Roubou).

Le commerce de calebasses

Tiré par la demande, le commerce de calebasses est une activité répandue dans la région de Roubou-Sakabal. Les marchés de Sakabal, Kombaki et Oly sont les lieux de rencontre et d'échanges entre éleveurs et agriculteurs. Les Peuls sont les plus grands acheteurs de calebasses. Il s'agit majoritairement d'une activité des saisons de *kaka* (période des récoltes) et *bazara* (période précédent la saison des pluies), moments de descente et de remontée des éleveurs.

« Avant la *yunwa* (famine), les jours du marché, je pouvais réaliser un chiffre d'affaires de 20 000 FCFA et plus. » (M.B., un commerçant de calebasses au marché de Sakabal).

Les vendeurs de calebasses sont des ambulants, ils fréquentent tous les marchés de bétail de la zone (Dakoro, Kombaki, Oly, Sabon Machi, Goula, In Touilla et même Abalak). Les calebasses sont de trois catégories : la première concerne les calebasses rouges, dont le prix unitaire avoisine 1 000 FCFA ; la deuxième concerne les calebasses blanches, dont le prix s'établit autour de 500 FCFA ; et la troisième enfin regroupe les petites calebasses, dont le prix atteint 300 FCFA environ.

3. Formes et ampleur de la crise alimentaire à Roubou-Sakabal

3.1. Effets annonciateurs de la crise

La crise alimentaire de 2004-2005 est apparue comme un cumul d'une série de déficits alimentaires et fourragers de moindre importance, mais présentant un caractère récurrent.

Pour O.M., commerçant fréquentant le marché de Sakabal et représentant du Parti nigérien d'auto-gestion (PNA) Al Ouma au CSR-PGCA, « ce qui a amené ce problème, c'est le fait que la récolte 2003 a été très déficitaire, mais la plupart des gens ont pris patience, et ne sont pas partis en exode. Puis l'année 2004 qui a suivi, dans une très grande partie de notre *jaha* (département), les gens n'ont rien récolté, pratiquement rien récolté...et ceux qui ont produit, se sont vus envahis par les parents et dans la plupart des cas, cette production n'a pas fait trois mois. »

En effet, selon le DDRA, secrétaire général du CSR-PGCA, « la base de la crise (...), c'est que le département a connu deux années de déficits successifs, tant du point de vue agricole que pastoral. Entendez par là la production céréalière ainsi que la production de la biomasse herbacée et ligneuse, donc le pâturage naturel. »

Le département de Dakoro, et plus précisément la zone située au-delà de la vallée de la Tarka (plus marginalisée), a subi un fort déficit céréalière et connu une situation pastorale difficile : dégradation des pâturages, faible remplissage des mares et de la nappe phréatique... La crise s'est accompagnée, très tôt, d'une forte flambée des prix des céréales et de la perte de valeur des animaux. Le déficit agricole a touché principalement la zone agropastorale du département.

Pour S.K., agriculteur et commerçant d'ethnie haoussa (gobirawa), « l'année 2004-2005 a été une année de famine, parce qu'il manquait des céréales au niveau des producteurs et au niveau de l'Office des produits vivriers du Niger. Les céréales étaient quasi inexistantes, sauf vraiment au niveau de quelques commerçants, où on en trouve un peu mais très cher. Les producteurs n'ont rien, le peu qu'ils ont eu, ils l'ont partagé avec les parents... Dès que le mil arrive à peine à maturité, les gens le récoltent pour le manger, car on n'en trouve pas sur le marché et même le stock de sécurité de l'Etat n'existe pas pour que les gens achètent. »

De plus, la zone pastorale fut affectée d'un déficit fourrager très important.

E.O., un éleveur Kel Tamarkest lors d'un entretien de groupe : « Ici à Dakoro, il y a eu une insuffisance de pâturage l'année dernière. La pluie a été insuffisante et l'herbe n'a pas donné. Cette situation a été plus grave au Nord dans la zone pastorale, où on n'a pratiquement pas enregistré de pluies. »

Le degré de déficit est très variable d'un écosystème à l'autre, mais la situation dans la zone septentrionale était extrêmement préoccupante. Selon un rapport officiel de la direction départementale du Développement agricole, « en novembre 2004, plus de 195 villages ou campements sont touchés (hors zone pastorale). La population rurale concernée par ces mauvaises productions dépasse les 130 000 personnes. Le déficit agricole est estimé officiellement à 13 000 tonnes ». D'autres sources (projets, chefferies traditionnelles) estiment que ces chiffres sont encore très inférieurs à la réalité.

Pour le directeur départemental du Développement agricole (DDDA) : « Par rapport à la production agricole au cours de l'année 2004 pour le département de Dakoro, avec les résultats définitif, on était à 38 000 tonnes...avec 180 villages dont le degré de déficit est supérieur à 50 %. »

Selon les rapports du SAP/GC (Gestion des catastrophes) pour le département de Dakoro, « ce sont plus de 100 000 personnes touchées à plus de 50 % par le déficit agricole, dont plusieurs dizaines de milliers gravement sinistrées (à plus de 80 %), qui doivent être

secourues avant la récolte 2005 afin d'éviter une catastrophe ». Plusieurs villages administratifs de notre site de recherche (Roumbou Sakabal) sont, selon le même rapport du SAP/GC, déficitaires à 100 %. Il s'agit notamment de Maigochi Jackou (23 personnes affectées), Maigochi Saboua (80 personnes affectées), Roumbou Alka (1 572 personnes affectées), Roumbou II (462 personnes affectées) et Dan Djaoudi Maibaréwa (616 personnes affectées).

Ainsi donc, plusieurs signes annonciateurs, d'ordre agricole et pastoral, présageaient d'une famine.

3.1.1. Sur le plan agricole

Sur le plan agricole, deux éléments principaux annoncent la crise de 2004-2005 : la situation des pluies et la pression parasitaire. Tout d'abord, la saison pluvieuse de 2004-2005 s'est caractérisée par un déficit pluviométrique très important, n'ayant eu aucun précédent.

« Sur le plan pluviométrique, c'est une année très déficitaire par rapport à la moyenne des trente dernières années et aussi par rapport à l'année 2003. (...) La première pluie a été enregistrée le 30 mai, tout le mois de juin, il n'y a pas eu de pluie, le mois de juillet à peine deux à trois pluies, quant au mois d'août, qui est considéré comme le mois le plus pluvieux, en 2004, c'est le mois qui a connu le moins de pluies par rapport à la moyenne. (...) Et aussi, nous avons enregistré un arrêt très précoce des pluies, puisque la dernière pluie a été enregistrée le 29 août » (Le DDDA). En conclusion, il apparaît que la saison pluvieuse a été tardive, a connu une sécheresse de longue durée, une mauvaise répartition dans l'espace et le temps et un arrêt brusque.

Ensuite vient la pression parasitaire, essentiellement due à une infestation par les criquets pèlerins.

« L'invasion acridienne observée au Sahel en 2004 a provoqué une infestation de 40 000 hectares sur l'ensemble du département de Dakoro. C'est surtout la zone située au nord de la Tarka qui a été le plus touchée. Cette invasion est arrivée dans notre zone le 5 septembre 2004, et a trouvé déjà une situation pourrie. » (Le DDDA).

En définitive, ce déficit agricole fit que, dès les mois de septembre et octobre 2004, un mouvement de population allant des zones les plus touchées vers le Sud fut observé ; pour ceux qui sont restés sur place, la consommation des plantes et fruits sauvages s'imposa.

« Dès les mois de septembre et octobre 2004, plusieurs familles se déplacèrent vers le Sud, dans le chef-lieu de la région, d'autres ont dépassé la frontière nigéro-nigériane. Ce n'est pas un mouvement classique d'exode qu'on connaît, où les bras valides (les jeunes) peuvent quitter aptes les récoltes. Cette année-là, c'est autre chose. Quand tu vois un paysan (sédentaire) quitter chez lui avec une partie de sa famille, c'est qu'il y a problème. » (Le DDRA).

La situation est telle qu'« il y a des familles qui n'ont même pas coupé les premières prémices, qu'on appelle ici *tumu*. » (Le directeur de l'école de Roumbou).

« Ce qu'on a vu de concret et qui nous a fait penser à la *yunwa* (famine), c'est que le matin quand tu vas au *tacha* (autogare) pour prendre ton petit-déjeuner, tu vas voir des gens avec leurs bagages te regardant prendre ton lait et ton pain, te fixant des yeux, espérant que tu leur en donnes un morceau (...), tu vois dans le marché des femmes et enfants qui n'ont même pas où passer la nuit. (...) Même si tu vois tes parents dans la rue, tu ne peux pas les amener chez toi, et tu ne veux même pas qu'on sache que ce sont tes parents, parce que tu as tes propres problèmes à gérer. » (M.O., un commerçant de Dakoro).

3.1.2. Sur le plan pastoral

Sur le plan pastoral, il faut ajouter l'amenuisement de l'espace pastoral, la surconsommation du fourrage dans la zone pastorale, le manque de résidus des cultures, et enfin la rareté voire la cherté de la paille.

« Ici, à Dakoro, nous avons d'un côté une exigüité de l'espace pastoral : l'espace traditionnellement consacré à l'élevage s'amenuise du jour au lendemain, parce qu'étant la convoitise des agriculteurs qui sont contraints d'aller chercher à manger. De l'autre côté, nous constatons que les ressources naturelles et la pression du bétail (local) sont disproportionnées. A ce capital bétail du département, il faudra ajouter les animaux qui paissent dans les zones Nord (Agadès, et où il n'y a pas eu de pluies), qui se sont concentrés cette année dans la vallée de la Tarka. Enfin, dans la zone Sud (agropastorale et agricole), où habituellement les éleveurs exploitaient les résidus des cultures, ils se sont vus malheureusement cette année privés de cet avantage. La paille était ramassée et stockée dans les villes. » (Le secrétaire permanent du CAPONG).

3.2. Formes de la crise alimentaire et facteurs aggravants

« Bara (l'année dernière, 2004-2005) a été extrêmement difficile pour la grande majorité de la population de notre commune (...), mais ma famille n'a pas souffert ! » (B.M., un vendeur de Calebasses sur le marché de Sakabal, reconnaissant qu'ils ont reçu en aide du riz, du mil, du niébé et de l'huile par les partenaires au développement).

3.2.1. La spéculation sur les céréales

La pratique de la spéculation sur les céréales a aggravé la crise. Les commerçants ont acheté auprès des producteurs pour constituer des stocks, la médiatisation de la crise alimentaire y contribuant.

« Il y a des commerçants qui ont constitué des stocks, beaucoup de stocks. Ils attendent une chose : les commandes des projets. » (Un administrateur d'OXFAM).

3.2.2. La collecte et le commerce de « *ciyawa* » (paille)

En évoquant la crise alimentaire de 2004-2005 dans la région de Roumbou-Sakabal, femmes et hommes, vieux comme enfants, agriculteurs ou éleveurs, parlent de la paille (*ciyawa*) avant de parler de la nourriture (*cimaka*). De ce fait, cette crise a même été surnommée « *kowa ciyawa* » (tout le monde à la recherche de la paille).

« Pendant deux mois, nous allons en brousse à la recherche du *ciyawa* pour vendre aux Peuls. Par jour, il est possible de faire pour 1 000 FCFA, 1 500 FCFA et même 2 000 FCFA pour les plus débrouillards. C'est avec ça qu'on a tenu jusqu'à l'arrivée des différentes aides. » (A.D., un cultivateur à Sakabal).

En 2004-2005, à la différence des années dites « normales », la paille n'était pas disponible aux alentours des villages. Il fallait se réveiller à cinq heures du matin après la prière de l'aurore (*Sala' subahin*) pour aller en rechercher, et parcourir dix à quinze kilomètres pour la trouver.

« Quand tu quittes à cinq heures du matin, tu ne reviendras qu'à midi ou treize heures. » (Une mère de Roumbou-Sakabal).

Néanmoins, le fourrage (*ciyawa*) était rare et de très mauvaise qualité.

« Tu sais quand il ne pleut pas beaucoup, le *ciyawa* qui est produit est peu et de très mauvaise qualité. Il est léger, cassable et avec un coup de vent, une bonne partie est emportée et le reste enterré par le sable. » (Le chef de village de Roumbou-Sakabal).

Ainsi, la rareté du fourrage a généré une spéculation sur cette denrée.

« Dès le mois de novembre, le fagot de paille se vendait à 1 500 FCFA à Dakoro contre 150 FCFA dans les villages de campagne. Pendant la crise, il a été vendu jusqu'à 6 000 FCFA. Ce manque de fourrage a fait que pendant la soudure, les tiges des enclos de maison, les vieux greniers, les toits de cases, en un mot tout ce qui est paille quelle que soit sa qualité, a été vendue aux éleveurs et consommé par les animaux. » (Le secrétaire permanent du CAPONG).

« Les éleveurs achetaient les *rumbu* (greniers) pour donner aux animaux. Un fagot de paille de 1 000 FCFA, quand on force quelqu'un, il peut le manger tellement que c'est devenu très cher. J'ai vu un fagot de 10 000 FCFA. Le spectacle n'était pas beau à voir. Comme disent les Haoussas : « *Allah gar ya maida saw baya* » (« Qu'Allah ne ramène pas les traces de pieds derrière »). Il y a eu beaucoup de pertes d'animaux, c'était catastrophique. » (S.T., un cultivateur, chef des intermédiaires de vente d'animaux).

Ainsi, une nouvelle activité est née : la vente et l'achat de fourrage, qui devint l'occupation principale de certains commerçants de la zone, qui, allant l'acheter à Kornaka, Sabon Machi et même Maradi, venaient la revendre à des prix défiant toute concurrence.

3.3. Les conséquences de la crise agropastorale de 2004-2005

3.3.1. Sur le plan agricole

En plus du fait que les céréales soient rares sur les marchés en 2004-2005, la zone de Roumbou-Sakabal est une zone chroniquement déficitaire.

« Les populations du Nord de la vallée de la Tarka se ravitaillent principalement sur les gros marchés du département, en grande partie celui de Dakoro, de Goula, dans une moindre mesure Sakabal, Kombaké, Kudu et un peu plus au Nord le marché de Gandu dans le département de Tanout. » (Un percepteur de taxes sur le marché de Roumbou-Sakabal).

Pendant la période de soudure (qui s'annonce dès le début du mois d'avril, prend de l'ampleur en juin et atteint son paroxysme en fin du mois de juillet et début du mois d'août), la vulnérabilité du monde paysan est la plus évidente. La soudure en 2005 s'est caractérisée par la non-disponibilité des céréales sur les marchés.

« Sur une quarantaine de *en katsaré* (vendeurs de mil), seuls trois fréquentaient ce marché pour vendre quelques trois-quatre sacs de mil. » (D.T.).

Cette période est caractérisée par la très forte dépense d'énergie exigée par les travaux agricoles. Elle est aussi le moment d'une dégradation de l'état sanitaire des paysans, due à l'écllosion de toutes les maladies comme le paludisme, les diarrhées, les parasitoses etc., entraînant des dépenses financières supplémentaires.

Sur les marchés locaux comme ceux de Roumbou, Kombaki, Dakoro ou Goula, les prix des céréales ont atteint en juillet/août 2005 un niveau très élevé, le prix de la *tiya* de mil variant entre 750 et 1 000 FCFA. Le sac de mil de 100 kg se vendait entre 30 000 et 40 000 FCFA pendant la période de soudure de 2005, contre 8 000 à 10 000 FCFA pendant la *kaka* (période de récolte).

3.3.2. Sur le plan pastoral

Des ressources très rares

« La zone pastorale, qui était notre zone de référence, était dénudée, alors que nous étions au mois de novembre, donc en fin de campagne agro-pastorale. » (Le DDRA).

A la faible disponibilité des ressources s'ajoutent un certain nombre de facteurs qui ont contribué à en limiter l'accès : le manque d'eau dans la zone pastorale (« les mares n'étaient pas bien remplies, très tôt elles se sont asséchées » (S.G. du CAPNG), le fait que les

maigres ressources disponibles étaient éloignées d'une distance allant de 40 à 60 km (« *les animaux étaient concentrés dans deux pôles stratégiques : la réserve classée de Gadabédji et le territoire du Rach de Fako, quant à la vallée de la Tarka, elle a été très tôt consommée. Ces points étaient éloignés les uns des autres et l'eau manquait, ce qui fait que les animaux souffraient pour la transhumance* » (Le DDRA), la spéculation et la hausse du prix du fourrage (« *le manque de pâturage a fait que les éleveurs achetaient tout : du vieux bunu, paille de toits de cases, vieux greniers, etc., et à des prix très élevés* » (D.D. un chef de ménage de Roubou), le retard et l'insuffisance dans l'arrivée de l'aide en matière d'intrants zootechniques, etc.

L'homme étant lié à son troupeau en zone pastorale, les ménages ont eux aussi beaucoup souffert.

« Tous les deux sont liés, dans la mesure où les animaux constituent 100 % des revenus des ménages pastoraux. Ils dépendent intimement et étroitement de leurs troupeaux. Si le fourrage manque, les animaux dépérissent, et les ménages suivent... parce que la relation est directe. » (Un administrateur d'OXFAM-GB).

Une forte mortalité du bétail

De juin à juillet 2005, les pertes en bétail ont été très importantes sur la zone en raison notamment du manque de pâturage, des pathologies et de la forte décapitalisation nécessaire pour accéder aux céréales.

Comme le souligne un rapport du ministère des Ressources animales de juillet 2005 : « La situation pastorale est très critique actuellement. La végétation est au stade de levée, à peine préhensible par les animaux, ce qui occasionne l'ingestion de grandes quantités de sable lors de la pâture. Ainsi, d'énormes mortalités sont enregistrées. La situation du cheptel est très critique, voire très grave dans toute la bande pastorale du département. La vallée de la Tarka au Nord de Dakoro peut être qualifiée actuellement de charnier de bovins ».

Les éleveurs et agropasteurs ont ainsi perdu leur capital en bétail, dont certains en totalité.

« Il y en a qu'on a égorgé, d'autres sont morts tout simplement. Il y a eu un jour de marché, depuis la gare jusqu'à l'abattoir (environ 500 mètres), ce sont des animaux égorgés, on avait même peur que certains ne pourrissent ; les voitures, les *amalanke* (charrettes) ramenaient à longueur de journée les *guzame* (animaux malnutris)... c'est la catastrophe. » (Le chef de village de Maigochi Saboua).

Les pertes vont « de 30 à 40 % selon les sites, et plus de 25 % des ménages pastoraux ont perdu presque la totalité de leur capital bétail. Particulièrement les femmes sont les plus touchées. » (Le secrétaire permanent du CAPONG).

« Sur une soixantaine de têtes, il ne me reste plus que quatre, et moi je suis dans une meilleure situation, puisqu'il m'en reste du *iri* (noyau reproducteur). Quant aux autres, ils ont tout perdu. » (Le chef de village de Maigochi Saboua).

Une particularité de la mortalité du bétail dans la région de Roubou-Sakabal, c'est la disparition des animaux de trait. Les asins ont connu une mortalité sans précédent. Chez les nomades, l'âne est un animal très prisé. Il constitue le moyen d'exhaure, le moyen de transport, le moyen de locomotion...

« L'âne est ancré dans les mœurs des populations nomades, si bien qu'une forte mortalité affectant cette espèce conduit à une perturbation du mode de vie. » (Le DDRA).

Détérioration des termes de l'échange

La détérioration des termes de l'échange bétail/céréales ou bétail/fourrage est l'une des conséquences de la crise agropastorale. Sur tous les marchés de la région (Sakabal, Kombaki, Bermo, Oly, Dakoro, etc.), les animaux se vendaient à vil prix.

« Les animaux ont maigri, il n'y a pas de pâturage, une vache qui devait coûter 100 000 FCFA est vendue à 3 000 FCFA. Pour acheter le mil, la *tiya* qui était à 350 FCFA est vendue à 900 FCFA. Tu vois donc, l'argent de vente d'une vache ne peut rien résoudre. » (El Ousmane, un éleveur Kel Tamerkest).

« Les animaux étaient à vil prix et presque tous les villages satellites de la Tarka étaient transformés en boucheries. Rien que pour boucaner, parce qu'ils achetaient à 3 000 FCFA, 5 000 FCFA une vache, et même à 1 000 FCFA, 750 FCFA, on en a vu. Un animal qui ne peut pas avancer, qui est comateux, dans tous les cas les Peuls ne pouvaient même pas égorger leurs animaux. Même s'ils ont égorgé, ils ne peuvent que les laisser sur place. Ils ne pouvaient pas le dépouiller, les bouchers qui étaient sur place les payaient à crédit. Ils sont obligés de vendre une vache à 5 000 FCFA, car à cette époque le tas de paille était à 5 000 FCFA et ça ne peut même pas nourrir une vache...le sac de mil coûtait 25 000 FCFA. » (Le DDRA).

Cette dépréciation du prix des animaux est liée à trois facteurs importants : un déficit très élevé en fourrage dans la zone (dont la conséquence est la hausse du prix de la botte de paille) ; la pénurie en céréales, faisant grimper le prix de la *tiya* de 350 FCFA en novembre 2004 à 1 000 FCFA en juillet-août 2005 ; et enfin le besoin des éleveurs de déstocker massivement afin de protéger un noyau reproducteur et de se ravitailler en céréales. Selon la plupart des éleveurs, ils ont vendu la majorité de leur capital en bétail à des prix très bas par manque d'alternatives. L'intervention d'OXFAM-GB a évité la catastrophe.

La désorganisation sociale des pasteurs

Les conséquences de ces pertes animales affecteront certainement les populations que l'on compte déjà parmi les plus touchées depuis de nombreuses années.

Ces dommages ont entraîné une perte de repères sociologiques chez les éleveurs. Habités à la transhumance avec leurs animaux, les pasteurs se retrouvent sans rien et se sentent affaiblis.

« Nous avons vu ceux qui ont essayé de se suicider, d'autres se poignarder. Il y a eu tous les cas de figure. Pour les éleveurs, c'est le bétail, il y a ceux qui ne font pas l'agriculture. Imaginez quelqu'un qui avait cinquante têtes de bovins et qui se retrouve aujourd'hui sans aucune vache ! » (Le DDRA).

Les peuples pasteurs (Peuls, Touareg) sont très liés aux animaux et à la transhumance, en tant que système de gestion de l'élevage. Ainsi, selon Marie-Claire Rey (1989 : 44) : « Dès 1968, les conditions climatiques se sont dégradées et plusieurs groupes originaires de Tahoua ont migré dans la région, en *tchin-rani* (à la recherche « de quoi manger en saison sèche », en faisant un petit exode vers les centres de brousse) et ne sont ensuite plus repartis. »

Après la crise de 2004-2005, « il faut voir à côté d'Azaghor, il y a un village qui est en train de se constituer et tu sais que le Peul ne peut pas venir rester sur place pour rien du tout (*banza ba ta sa bihilace ya yi zamme wuri guda*). » (Le directeur d'école de Roumbou).

A Kornaka Saboua, suite à la famine de 1984, un site de sédentarisation avait été institué. Un puits avait été foré et des champs donnés aux chefs de ménage pour faciliter leur sédentarisation. Ce ne fut néanmoins pas le cas : dès qu'ils eurent une ou deux têtes, tous quittèrent progressivement les lieux.

« Dès qu'ils (les Bororo) ont eu deux, trois têtes de bétail, ils se sont éparpillés. Ce qui bloque l'éleveur (peul ou touareg), c'est le manque d'animaux... Ils se sentent mieux en parcourant les brousses, c'est leur philosophie. Ils se voient mal sédentarisés dans un village, ce n'est pas leurs coutumes (rires). » (Le directeur d'école de Roumbou).

La solidarité ou le contrat de travail entre agriculteurs et éleveurs qui a toujours existé en zone agropastorale ont permis aux éleveurs de continuer leur activité.

« La très bonne campagne agricole de 2005-2006 a permis à certains agriculteurs d'acheter des animaux et donner aux éleveurs *su musu kiwo* (ils vont élever pour eux). » (Le chef de village de Roumbou-Sakabal).

L'accentuation des conflits autour de la gestion des ressources naturelles

La rareté des ressources naturelles a rendu les conflits latents relatifs à leur gestion encore plus aigus. On nota des conflits autour des points d'eau entre éleveurs et villageois d'une part (qui va commencer à abreuver le premier ?), et entre éleveurs et villageois d'autre part, la redevance à payer pour abreuver le bétail et la coupe d'arbres pour alimenter le bétail par manque d'herbe faisant polémique (« L'arbre se trouve dans le champ de mon *Kado* »)⁶. Ces coupes d'arbres, outre les conflits qu'elles génèrent, ont des conséquences sur les ressources ligneuses qui ont été surexploitées en 2004-2005.

« Quand ils viennent au niveau du point d'eau, imaginez pendant les périodes chaudes (mai-juin), c'est vraiment la bousculade entre éleveurs et ils sont arnaqués par les villageois (gestionnaires des puits), puisqu'il y a des cas où ils demandent 5 000 FCFA pour abreuver une tête de bovin ou de camelin. Il y a eu beaucoup de cas similaires et nous sommes même descendus pour demander aux gestionnaires de bornes fontaines et des puits de laisser tranquillement les éleveurs abreuver leurs animaux et d'appliquer des tarifs raisonnables ». (Le DDRA).

Cela n'est pas sans conséquences sociales graves, dans la mesure où l'insécurité générale s'est installée.

A Dakoro, « la prison était presque pleine, la paix était une denrée rare. Chaque fois ce sont des vols, des tueries, des batailles rangées, rien qu'ici dans la zone de Koranhane. Alors dès que les sédentaires identifient une zone où il y a de la paille, ça devient une chasse gardée, il faut aller nuitamment pour ramasser la paille, et si le présumé gardien de la dite paille vous voit, c'est la bagarre. » (Le DDRA).

⁶ Avec les transhumances, de nouvelles relations de complémentarité se sont créées entre éleveurs et agriculteurs. Chaque année après la récolte, les éleveurs migrent vers le Sud, où ils s'installent pendant la saison sèche. Chaque éleveur a « son » cultivateur haoussa, sur le champ duquel il parque pour faire de la fumure. *Kado* signifie pour les Peuls le cultivateur, l'autre.

4. Les stratégies extra-agricoles (habituelles ou de survie)

4.1. Les activités génératrices de revenus (AGR)

A Roumbou-Sakabal, les femmes sont habituellement actives autour de la restauration « hôtel »⁷ (vente de nourriture comme principale activité) et de la petite restauration, autrement dit la vente occasionnelle de nourriture en petite quantité : il s'agit ici du « *fura-fura* », appelé aussi « *dowo-dawo* » (boule de mil délayée ou non), du « *suya* » (friture), des « *tchala* » (galettes de mil), des « *waina* » (crêpes de mil), des « *kosay* » (beignets de haricot) etc., sur laquelle on prélève une part pour les enfants. Il faut y ajouter le pilage de mil rétribué (*daka-daka*) et le déglumage (*susuka*) qui consiste à séparer les grains des tiges, sans oublier le petit commerce (vente de condiments par exemple).

Ces activités importantes sont liées à une forte demande, du fait de l'arrivée dans le village de milliers de personnes qui fréquentent le marché quatre jours sur sept. Elles sont généralement exercées par de jeunes femmes divorcées ou par des veuves. Elles ont, dans la majorité vécu dans de grandes villes comme Maradi, Zinder, Niamey, Arlit etc., où elles ont appris la cuisine.

Toutes les femmes détentrices d'« hôtels » exercent d'autres activités commerciales, servant de liaison entre le Nord et le Sud. Par exemple, elles achètent du bétail sur le marché de Sakabal pour le faire acheminer et vendre sur les marchés plus au Sud de Sabon Machi, de Maradi et même au Nigeria. Du Nigeria et du Sud Dakoro (Sabon Machi et Kornaka), elles achètent des produits manufacturés (textiles, ustensiles en plastique et quincaillerie) et des céréales pour les revendre à Sakabal. Celles qui auparavant n'avaient aucune AGR en ont créé avec leurs maigres moyens, d'autres ont exercé des AGR ne nécessitant pas de capital financier (cueillette et vente de fourrage pour l'alimentation des animaux, ramassage et vente de bois mort). Pendant la famine de 2004-2005, certaines femmes de Roumbou-Sakabal ont appuyé leur mari dans la prise en charge alimentaire de la famille.

C'est le cas des deux épouses de D.D. :

Q : « A cette période (famine), est-ce que tu as pu être aidé par tes femmes ?

R : Ah oui, elles m'ont beaucoup aidé !

Q : Comment cela s'est passé ?

R : Le jour où je ne parviens pas à rentrer avec quelque chose, elles ont des petites activités et elles me suppléent.

Q : Que font-elles comme petites activités ?

R : Elles vendent du « *tuwo* » les soirs, en particulier les jours du marché.

Q : Elles ne font ces activités que les jours du marché, et les autres jours ?

R : Elles pratiquent ces activités le jour du marché, les autres jours de la semaine, elles s'occupent de leurs affaires du ménage.

Q : Elles font les galettes ?

R : Effectivement, une fait des galettes tous les matins le long de la semaine.

Q : Quels appuis t'ont-elles apporté ?

R : Si elles réalisent que je n'ai rien, avec les produits de leurs petites activités, elles partent acheter de quoi faire le repas de la journée. »

La plupart des hommes de Roumbou et Sakabal pratiquent aussi des AGR : le petit commerce, le commerce de bois de chauffe, la fabrication de briques, des travaux de main d'œuvre, le puisage et la vente d'eau au puits pour la consommation et l'abreuvement d'animaux d'éleveurs, la collecte et la vente de la paille, le déstockage d'animaux...

⁷ On appelle « hôtel » les petits restaurants traditionnels détenus par des femmes généralement « libres », allochtones, venant le plus souvent de Dakoro, Sabon Machi, Maradi et même Jibiya.

Pendant cette crise, ce sont la recherche et la vente du « *ciyawa* » (paille) qui ont assuré la survie de la majorité des ménages moyennement et extrêmement vulnérables (d'agriculteurs) avant l'arrivée de l'aide alimentaire.

« A cette époque, hommes, femmes, enfants, nous partons tous en brousse avec des balais pour chercher le *ciyawa* et venir vendre au éleveurs. Mes enfants vendaient un jour sur deux du *ciyawa* pour 2 000-3 000 FCFA. C'est avec cet argent que nous achetons des vivres pendant que mon mari était au Nigeria. » (I.T., une ménagère à Sakabal).

Les populations de la zone de Roumbou-Sakabal étaient harcelées par les éleveurs qui voulaient qu'on leur vende tout ce qui ressemblait à de la paille, quelle que soit sa nature ou sa qualité. Ainsi, les gens ont défilé leurs cases, leurs greniers, leurs enclos et même leur matelas.

« Pendant cette famine, vous allez voir les femmes défaire leurs matelas pour vendre la paille. Cette paille, les femmes faisaient des tas qu'elles vendaient à 500-1 000 FCFA. Le matelas entier pouvait coûter 7 000 FCFA. » (H.M., le directeur de l'école de Roumbou).

4.2. L'endettement

Les gros commerçants de bétail ou de céréales et quelques tabliers constituent la classe des grands créanciers de Roumbou-Sakabal. Pendant les périodes difficiles, ils octroient des crédits aux chefs de ménage nécessiteux. Ces crédits se présentent sous différentes formes : il y a celui que l'on appelle le « *a tsi ba dadi* » (« il faut bien le manger, quoi que ce n'est pas bon ») et le crédit dit « *taymako* » (aide).

Le « *a tsi ba dadi* » consiste à donner à une personne nécessiteuse de l'argent ou des vivres au prix des vivres sur le marché pendant la soudure, donc à un prix très élevé. Cet argent ou ces vivres doivent être remboursés après la récolte en céréales au prix d'achat à cette période. Une personne qui emprunte des céréales d'une valeur de 10 000 FCFA, à raison de 500 francs la *tiya* au mois de juillet, remboursera au mois de septembre après la récolte, par des céréales d'une valeur de 10 000 FCFA, mais au prix d'environ 150 à 250 FCFA la *tiya*.

Le crédit « *taymako* » consiste à donner à une personne nécessiteuse de l'argent ou des vivres à rembourser après la récolte en céréales ou argent sans intérêt.

« J'ai également emprunté chez quelqu'un trente *tiya* de mil à 9 000 FCFA ; maintenant, il me reste dix *tiya* à payer. J'ai également emprunté 10 000 FCFA avec un ami que j'ai remboursé à la récolte. » (A.D.)

Quoique la production 2005-2006 ait été très bonne dans la zone de Roumbou-Sakabal, les chefs de ménage moyennement vulnérables ont dû vendre une partie de leurs récoltes pour rembourser les dettes octroyées, ce qui a grevé leurs stocks ; quant aux ménages extrêmement vulnérables, la quasi-totalité n'est pas arrivée à rembourser leurs créances au moment de notre enquête. Ainsi, les populations de Roumbou rentrent dans l'engrenage d'un endettement sans fin.

4.3. Le recours à la solidarité

La campagne agricole de 2004-2005 ayant été déficitaire de manière inégale d'une zone à l'autre, les populations les plus touchées se sont rabattues sur celles qui l'étaient moins (telle une « grappe d'oiseaux granivores », comme il est souvent dit dans le parler local « *mu*

tahi susuwa »)⁸. Les comportements diffèrent : les uns partent prêter main forte, dans l'espoir d'être rémunéré en nature ; d'autres rendent visite aux parents, ceci n'étant qu'un prétexte cachant le véritable objectif connu de tous, être aidé en bottes de mil, d'où l'expression « *gaisuwa mutuwa da roko'n iri wake* » (présenter les condoléances tout en demandant une aide en semences de haricots).

4.4. Le régime alimentaire des adultes et ses transformations

Pendant la « famine » de 2004-2005, il y eut dans la région de Roumbou-Sakabal, une modification des habitudes alimentaires, aussi bien dans la quantité que dans la qualité des aliments. Les habitudes alimentaires sont les mêmes dans toutes les communautés, chez les Bouzou, les Peuls et les Haoussas. Le *fura*⁹ (la boule), le *kunu*¹⁰ (la bouillie), le *lalame* (bouillie de mil tiré à l'eau) et le *tuwo* (la pâte) sont les plats cuisinés tous les jours et dans tous les ménages. Ces habitudes alimentaires varient en fonction de la période de l'année (*kaka* (après les récoltes), *rani* (saison sèche), *bazara* (période avant l'hivernage) et *damana* (l'hivernage)), et de la vulnérabilité des ménages.

En 2004-2005, année du « *yunwa* » (famine), les habitudes alimentaires ont été modifiées en fonction des denrées disponibles : introduction de nouveaux ingrédients adaptés à des techniques culinaires anciennes (tels que l'usage de la farine de riz ou de blé pour en faire du *lalame*, ou de *gari'n kuwamuso*, « unimix » (farine de maïs enrichie offerte par l'ONG Action contre la Faim (ACF)). Un réaménagement du régime (diminution des rations, sauts de repas, etc.) fut également observé.

J.B., tout en reconnaissant que son ménage n'a pas beaucoup souffert lors de la crise de 2004-2005 grâce à son activité de « *dilali* » (intermédiaire de vente), précise néanmoins : « Le *tuwo* (plat d'importance principale du soir) n'est pas préparé tous les jours. En plus, pour la journée, le *fura* (boule de mil) du mari est différent de celui des enfants et des femmes. En effet, ces derniers se contentent plutôt du *lalame*, sorte de bouillie de mil à l'eau chaude, plus diluée et sans lait, contrairement à celle du mari, plus compacte et lactée. »

Avec l'aide du PAM, le riz, le haricot et le mil sont devenus disponibles dans les ménages, suite à quoi les femmes ont imaginé une recette qu'elles appellent *kudu*. Cette recette consiste à « préparer du riz avec du mil, servi dans une sauce dans laquelle on met du

⁸ *Mun tahi sunsuwa*, littéralement « nous sommes partis faire l'oiseau granivore », ce qui signifie aller chez les parents, amis, alliés et connaissances pour se ravitailler en mil.

⁹ Le *fura* est un breuvage, préparé à base de pâte de farine de mil répartie en boules ayant la taille d'un poing. Cette boule est cuite, puis mélangée et malaxée à du lait caillé (*nono*), de l'eau, parfois du piment (*tachi*) et/ou du « *kimba* » ; selon le goût et les moyens, on y ajoute éventuellement du sucre. Chez les Haoussas, le *fura*, considéré comme une boisson fraîche, donc rafraîchissante, est consommé en prévention du « *zahi* » (littéralement chaud ou chaleur, fait référence à une certaine forme de maladie). Le *fura* se prend avec du lait écrémé ou entier (*Saré*, *Kindirmu*). Le rajout de cet aliment (qualité et quantité) dépend du niveau de vie du ménage. Les personnes dites « riches » utilisent le plus souvent le lait entier et en quantité abondante, les moyennement vulnérables utilisent le lait écrémé parfois dilué à l'eau ; quant aux ménages extrêmement vulnérables, ils se contentent de boire leur *fura* sans lait.

¹⁰ Le *kunu* est une boisson chaude, faite avec de la farine de mil finement tamisée et légèrement fermentée. Premièrement une pâte est préparée avec de la farine et de l'eau froide. Ensuite, la pâte est ajoutée à de l'eau bouillante. On peut laisser cuire le tout à feu doux pendant quelques minutes. Quelques familles, notamment les plus riches, font des rajouts à leurs *koko* (du fromage ou des dattes pillées), mais cette pratique a été exceptionnelle pendant la crise alimentaire. Dans la zone de Roumbou-Sakabal, deux variantes de ce plat sont préparées et consommées. Le plus utilisé pendant la crise alimentaire fut le *lalame*, qui se prépare pratiquement de la même manière que le *kunu* sauf que la farine utilisée dans le cas du *lalame* n'est pas fermentée. Le *lalame* est consommé de préférence le lendemain, quand il est fermenté (il devient légèrement sucré). Le *lalame* et le *kunu*, sont utilisés le plus souvent par les femmes en *post partum*, d'où « *lalame fura mai biki* » (le *lalame* et le *fura* de la femme qui a accouché).

haricot », alors que ces céréales n'étaient jamais préparées ensemble. Un autre type de changement fut la réintroduction d'anciennes habitudes alimentaires typiques des années de famine, telle que la consommation de feuilles d'espèces végétales sauvages non consommées habituellement : « *aduwa* » (*balanites egyptiaca*), « *kalgo* » (*piliostigma r.*), etc.

Cette consommation de feuilles se fait tout au long de l'année en fonction de la saison et de leur disponibilité : la récolte de feuilles et fruits d'arbres ou arbustes comme le « *adwa* » (*balanites egyptiaca*), le « *kalgo* » (*piliostigma r.*), le « *anza* » (*boscia senegalensis*), etc.¹¹, se fait pendant la période de « *rani* » (saison sèche) et « *bazara* » (printemps), tandis que les herbes tels que le « *tabadé* », le « *el maka* » (*moringa olifera*), le « *tafassa* », sont cueillies pendant la période du « *damana* » (saison des pluies). Certaines de ces feuilles nécessitent d'être bouillies plusieurs fois avant d'être mangées, afin d'en atténuer le degré de toxicité ou le goût. D'autres, comme le « *anza* », doivent être bouillies pendant des heures. L'assaisonnement se fait avec du sel, du tourteau d'arachide et le cube maggi. Il arrive que l'on y mette le peu de céréales dont on dispose.

En plus des feuilles consommées, on note d'autres nouveaux éléments : faire la pâte avec un mélange de farine de manioc et du son, servi à la sauce de *yôdô* (*ceratotherca S.*) ; préparer du *lalame* en ajoutant au mil du riz ou du blé pour permettre de l'étirer et de lui donner un goût plus sucré.

¹¹ Espèces de plantes sauvages, qui d'ordinaire ne sont pas consommées par les populations de Roubou-Sakabal.

5. Les stratégies agricoles

5.1. Le salariat agricole (*barema*)

Pendant la crise alimentaire, les gens n'ont fait que peu appel au *barema*, du fait de l'abondance de l'aide alimentaire pendant la période de soudure. Néanmoins, quelques ménages extrêmement vulnérables ont recouru à cette stratégie de survie.

« Je travaillais dans les champs de ceux qui en ont pour gagner de quoi acheter du *gari* ou bien quelques graines pour donner à ma famille. Heureusement que l'aide est venue très tôt. D'abord, la vente à prix modéré organisé par PRESECAL¹² et ensuite la distribution gratuite du riz par Vision Mondiale. » (T.S., un chef de ménage de Roumbou-Sakabal).

Selon D.D. la principale difficulté des populations de Roumbou Sakabal est le manque de ressources, qui fait « que plusieurs cultivateurs sont obligés d'abandonner leur propre champ pour faire du *barema*. »

5.2. Etudes de cas

Cas n°1 : A.K., chef de village Roumbou I, grand propriétaire foncier

A.K. est le chef de village de Roumbou I. On ne connaît pas exactement ce qu'il possède en termes de capital foncier, c'est-à-dire le nombre de champs et leur superficie. Il ne voulut pas le révéler. Néanmoins, lui-même exploite un certain nombre de champs : « J'ai quatre champs, dont celui qui est contiguë au CSI. Mon père a hérité de ce champ et nous, mon frère et moi, de lui. J'ai divisé le champ en trois parties, j'utilise les deux tiers et mon petit frère le tiers. J'ai acheté deux autres champs, celui de neuf hectares il y a huit ans, et celui de cinq hectares il y a cinq ans, et le quatrième je l'ai aussi hérité. J'ai acheté l'un à 40 000 FCFA et l'autre à 30 000 FCFA avec un parent qui a quitté pour s'installer à Tagriss. Ce sont des champs de *gulbi* qui sont situés dans la vallée de la Tarka. »

A.K. dispose par ailleurs de tous les champs que son père et lui ont prêtés aux gens qui viennent d'ailleurs s'installer dans leur village. Il a dénombré dix-neuf personnes, parmi lesquelles une seule exploite trente hectares, ce qui n'est pas sans créer de problèmes. « J'ai eu le cas des gens de Goula à qui mon père avait donné des terres pour qu'ils exploitent. Ils ont quitté et j'ai donné les champs à d'autres paysans d'ici. Quelques années plus tard, les gens de Goula sont revenus avec l'intention de vendre les champs que mon père leur avait prêtés et qui sont actuellement exploités par des paysans d'ici. Nous avons été en justice pendant six ans, finalement j'ai remporté. Et j'ai donné ces champs à nos paysans. Tu vois ces mêmes paysans m'ont quitté, ce sont les Gobirawa de Makéra ». A.K. perçoit parfois une *zakkat* (dîme islamique) à la récolte, mais « pas forcément. Certains, après les récoltes quand ils enlèvent la *zakkat*, ils me donnent deux bottes ou trois bottes. »

En effet, beaucoup de gens pratiquent ce que l'on pourrait appeler une « transhumance administrative », allant d'un chef de village vers un autre pour diverses raisons. Ces situations de transhumance administrative, A.K. les gère différemment selon les cas : « Il y a certains, s'ils te quittent, tu leur dis de partir voir leur nouveau chef de village pour qu'il leur donne des champs ». Il y a quelques années, une affaire l'a opposé à des gens d'ici, qui ont quitté le village pour aller s'installer dans un autre, tout en voulant continuer à être propriétaire des champs qu'il leur avait été prêtés. L'affaire a traîné trois ans devant la justice de Dakoro, avant de remporter le procès au tribunal régional de Maradi. Il y a en revanche d'autres administrés qui ont changé de chef de village, ici même à Sakabal, mais « je les ai laissés exploiter les terres que je leur ai prêtées, parce que nous sommes restés vingt ans en bons termes ». Pour A.K., « tout dépend, si vous vous êtes quittés en bons termes, tu peux laisser utiliser les terres ». Actuellement, A.K. fait face à une véritable saignée de ses administrés. En effet, une vingtaine de chefs de famille (*mai gida*), soit une centaine de personnes, sont en train de lui faire défection. Il y a eu selon lui des mains manipulatrices, notamment celles du chef de canton, qui aurait promis de les

¹² Le Programme de renforcement de la sécurité alimentaire (PRESECAL) a été mis en place par l'ONG Vétérinaires sans frontières financé par la délégation générale à la Coopération de développement.

ériger en village administratif avec son *maigari*. Or, il se trouve qu'une chefferie de village ne peut être créée que par le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Comme cela prenait du temps, ils ont été conseillés de partir s'inscrire chez un autre chef de village, ici même à Sakabal.

Cas n°2 : S.T., intermédiaire de vente d'animaux ayant plusieurs métiers (maçon, menuisier, agriculteur, éleveur), chef d'un ménage extrêmement vulnérable

S.T. est intermédiaire de vente de bétail à Sakabal. Il a 58 ans, marié (monogame) et père de huit enfants, dont deux filles déjà mariées. Actuellement, il a à sa charge douze personnes dont trois neveux (enfants de ses deux frères décédés). Pendant la saison hivernale, il pratique l'agriculture, la menuiserie et le *barema* (salariat agricole). Après cette saison, il va de marché en marché à la rencontre d'éleveurs qui lui confient les animaux à vendre. S.T. possède effectivement des connaissances et de l'expérience en matière d'intermédiation (*dilanci*) entre vendeurs (*ma su saidawa*) et acheteurs (*ma su saye*) de bétail (*bisashe*). Il déclare avoir hérité de cette profession : « Cette activité est pratiquée dans ma famille depuis longtemps, c'est mon père Tanko qui était chef des intermédiaires (*sarki'n dilalai*). Après son décès mon grand frère D. a pris la relève et quand il est aussi décédé, ça a été mon tour ». La famille de S.T. a occupé et occupe toujours une place prépondérante dans la pratique du *dilanci*. « Mon père était chef des *dilalai* depuis Dan Goulbi, qui est rattaché à Kornaka, jusqu'ici. A notre arrivée dans le canton de Birni'n Lallé, c'est le chef Garandam qui a nommé Tanko chef des *dilalai*, puis à sa mort, Maidabo qui lui a succédé, lui a fait aussi confiance. Depuis lors, cette chefferie est restée dans notre famille. » En sa qualité de « *Sarki dilalai bisashe* » (chef des intermédiaires de vente de bétail), S.K. prétend ne s'occuper que du gros bétail (chameaux, vaches, bœufs) laissant les petits animaux (moutons, chèvres) à ceux qu'il appelle « *yara* » (les petits, les enfants). En plus du célèbre marché de Sakabal, S.K. exploite plusieurs autres marchés dont les principaux sont Dakoro, Kombaki, Akadané, Boro, Goula (dans le département de Dakoro), ainsi que Abalak et Abouhaya (dans la région de Tahoua). Si S.K. déclare avoir deux champs de trois et six hectares, soit une superficie totale de neuf hectares, son épouse Hawa déclare que S.K. possède quatre champs. Cette dernière information est plus vraisemblable, car lors de l'enquête, nous avons identifié un ménage auquel S.K. a donné en emprunt un autre champ, dont la superficie n'a pu être précisée, ce qui fait cinq champs. Il a hérité ces quatre champs de son père et aucun de sa mère. « Ce sont nos quatre enfants, à savoir Nouhou, Achirou, Ibrahim et Laouali, qui cultivent les champs. Quant à mon mari, il va chercher les petits boulots de menuiserie dans le village ». Ils cultivent du mil, du sorgho et du haricot, mais pas d'arachide, en raison du déficit pluviométrique chronique et de l'arrêt précoce des pluies. Pour la production agricole en 2002-2003 (*kahin bara wacen*), S.K. déclare avoir récolté 200 bottes de mil, 190 bottes de sorgho et 170 *tiya* de haricot ; son épouse H.S. ne se souvient pas de la quantité des céréales produites. L'année avant l'année passée (*bara wacen*), 2003-2004, il dit avoir récolté 70 bottes de mil, 35 bottes de sorgho et 30 *tiya* de haricot tandis que son épouse affirme qu'ils ont récolté seulement 49 bottes de mil. En 2004-2005 (*bara*), l'année de la crise, la moisson de la famille de S.K. a été, selon le chef du ménage, de 7 bottes de mil, la production de sorgho et de haricot ayant été nulle ; pour son épouse, 18 bottes de mil ont été ramenées à la maison. Enfin, en 2005-2006 (*bana*), S.K. a récolté 90 bottes de mil, 18 bottes de sorgho, 60 *tiya* de haricot et un demi-sac d'arachide. L'arachide, le haricot et parfois le mil constituent les cultures de « rente » du ménage : il les vend pour faire face à d'autres sollicitations tels que les compléments alimentaires (condiments, riz, macaroni etc.), les charges citoyennes (impôts, taxes, cotisations communautaires diverses), les autres besoins de la famille (santé, habillement, ...) et les dépenses sociales, « *biki* », cérémonies (mariages, baptêmes, décès, fêtes religieuses...).

La famille de S.T. pratique une agriculture d'autosubsistance, dont la production annuelle couvre à peine cinq mois de leurs besoins. Ses quatre enfants cultivent à la « *haiwa* » (hilaire). S.T. n'utilise pas de main d'œuvre agricole « *en barema* », ni d'unité de culture attelée, car ne disposant pas de moyens conséquents. Etant donné que la production ne couvre qu'à peine la moitié des besoins familiaux annuels, S.T. a développé des stratégies de survie pour conserver sa production, et avoir des semences et de quoi manger pendant la période des travaux champêtres, ceci pour éviter d'aller travailler en tant que

main d'œuvre agricole (*barema*). D'une saison des pluies à une autre, il rationne sa production et effectue de petits travaux (menuiserie, construction de briques, coupe et vente de bois, sans oublier l'intermédiation et l'élevage) pour combler le déficit : « Nous consommons du *lalame* ou du *fura* ; le *lalame* est une sorte de bouillie, qui nous permet d'économiser le mil. Il suffit d'une petite portion de mil pour avoir une grande quantité de *lalame*. Pendant le « *yunwa* » (la famine), les femmes de notre village ont fait une nouvelle trouvaille. Elles mélangent une mesure du riz ou le blé avec une mesure du mil pour faire du *lalame*. Le riz ou le blé donnent un goût sucré au *lalame*. Les enfants aiment ça beaucoup. Et aujourd'hui, des familles ont continué à faire ça. » Une autre stratégie du ménage de S.T. consiste en la consommation du « *gari rogo* » (farine du manioc). « Parfois, quand je ne gagne pas beaucoup d'argent, j'achète 200 FCFA de « *gari rogo* » qu'on mélange avec du son de mil pour manger. Parfois aussi, j'achète du mil, du manioc, de l'igname ou du maca. Tout ce qu'on gagne dans les petits travaux de menuiserie, de construction de briques, j'achète pour épargner notre stock de mil ; cette épargne nous préserve d'aller travailler dans les champs d'autrui pendant l'hivernage. » En année normale, le *fura* est l'aliment de base de la famille ; pendant le *kaka*, « on consomme le *fura* le matin, et le soir du *tuwo* servi avec une sauce dans laquelle on met quelques graines de *wake* (haricots). Si on ne fait pas le *tuwo*, on prépare le *wake* (haricots), sous forme de *gurguso* (graines de haricot bouillies et servies avec du sel, de l'huile et du piment). On mange toujours le *wake*, c'est ça qui remplace la viande ». Pendant cette période, la famille de S.T., prépare chaque soir le *tuwo*, car il n'a pas besoin de donner l'argent des condiments : « Ma femme vend le *dusa* (son) et une *maraba* (demie *tiya*) de mil pour acheter les condiments ». La sauce est préparée avec des feuilles de plantes sauvages, cueillies dans leurs champs pendant l'hivernage. « C'est avec le *yodo* et le *malofiya* qu'on fait la sauce. Les condiments, c'est le *dawdawa* (soubala), le sel et le niébé. (...) Quant à la viande, nous la préparons à part, mais rarement. Parfois, si le boucher passe avec du *balangu* (viande grillée), j'achète pour ma famille. » Pendant le *rani* et le *bazara*, le ménage de S.T. se contente du *lalame* matin, midi et soir. Pendant la période de cultures, le *damana*, « nous consommons les feuilles de plantes sauvages, tels que le *tabade*, le *tafassa*. C'est généralement les enfants qui vont les cueillir. » L'année 2004 par exemple, il avait récolté sept bottes de mil seulement : « C'était une année de famine, car tout le monde n'a presque rien récolté. On ne trouve des vivres nulle part, même le *gari rogo* a disparu, la *tiya* coûtait 1 000 FCFA. Les gens ont trop souffert. » Pour survivre, S.T. et ses enfants ont vaqué à divers travaux selon les périodes. Pendant le *kaka* et le *rani*, ils allaient chercher le *ciyawa* (paille) dans la brousse pour venir vendre aux commerçants qui la stockaient dans les maisons. Pendant le *bazara*, comme la majorité des gens de Roumbou-Sakabal qui étaient restés sur place, S.T. et ses enfants faisaient de petits travaux tels que « *aiki'n laka* » (travail de banco), le *sasabe* (préparation des champs) pour les commerçants qui ont de l'argent. « La journée de travail coûtait 750 FCFA. On économise 500 FCFA et avec les 200 FCFA, on paye du *gari rogo* (farine de manioc) qu'on mélange avec du *dusa* (son) et les 50 FCFA restant, on achète du sucre avec. » Le *gari rogo* est consommé avec du sucre ou du tourteau d'arachide. Parfois, S.T. achète une *maraba* de *gari rogo*, qu'il mélange avec du son pour faire du *tuwo* avec la sauce de *yodo*, qu'il consomme avec sa famille. « En période de famine tout passe dans le ventre : l'important, c'est d'avoir la sensation d'être rassasié. »

Les enfants ont beaucoup plus souffert pendant la crise alimentaire de 2005. « C'est ce qui a fait que « *Nasaru* » (les Blancs) sont venus ici au CSI pour traiter les enfants qui ont le *kwamuso*. Chaque vendredi, ils donnent de quoi manger aux femmes (un sac de riz, un sac de farine etc.), dont les enfants sont atteints de *tamowa*, puisque le *tamowa*, c'est la faim qui est à la base. »

Cas n°3 : T.C., agriculteur et vendeur de Calebasses

T.C. est un cultivateur âgé de 50 ans (il déclare être né l'année du « *duhu* » (éclipse)). A la différence de la plupart des habitants de Roumbou de son âge, T.C. est monogame. Il vit avec son unique épouse depuis 22 ans, avec laquelle il a eu dix enfants, tous vivants. Selon son épouse Indo, « les principales activités de son mari sont le *noma* (agriculture), puis le *fatawci korai* (la vente de calebasses). » Sur le plan foncier, T.C. déclare avoir deux petits champs *jigawa* qu'il a hérité de son père, d'une superficie de trois hectares chacun. Pour son épouse Indo, « mon mari a trois champs *jigawa* qui sont assez

grands : de cinq, trois et deux hectares... ; il a hérité tous ces champs de son père. » Le père de T.C. est originaire de Jané, et est venu s'installer « à l'arrivée des Blancs dans la région de Dakoro », c'est-à-dire vers 1946. A son arrivée dans la zone de Roumbou suite au mouvement de colonisation des terres de la Tarka, « il (le père de T.C.) a défriché lui-même un champ et le deuxième, c'est son petit frère qui le lui a donné. » Comme nous l'avons dit plus haut, T.C. fait le *fatawci korai* (la vente de Calebasses) : « j'achète et je vends les *koraye* (calebasses). » Il cultive lui-même les calebassiers dans un de ses trois champs. Selon son épouse, il a récolté cette année (*bana*) cent *kudumassa* (unité de Calebasse). Quant à l'année passée, il n'a rien eu en raison des invasions parasitaires. La récolte de Calebasses est loin de satisfaire la demande du marché de Sakabal. T.C. importe les Calebasses et se rend toutes les deux semaines à l'extérieur pour en acheter. Si T.C. déclare acheter généralement soixante unités (*kundumassa*), son épouse Indo nous dit : « Il s'endette auprès des gens pour trouver de quoi acheter ses Calebasses, quitte à rembourser après...il ramène chaque fois jusqu'à 150 *kundumasa*. » T.C. ne tire pas un grand profit de ce commerce : « Nous l'achetons à 300 nairas soit 1 150 FCFA et, une fois divisé, nous vendons la Calebasse à 1 000 FCFA, donc un calebassier est revendu à 2 000 FCFA. Parfois, nous achetons en gros les 60 calebassiers à 32 000 FCFA pour revendre à 40 000 FCFA... Nous gagnons 5 000 FCFA et parfois, si le marché est bon, on peut avoir jusqu'à 1 000 FCFA de bénéfices » pour deux semaines d'activité en année normale ; « mais l'année passée (en 2004-2005) par exemple, je peux faire deux mois avec le stock, car les Peuls n'achètent pas. »

Les Peuls sont les meilleurs clients des commerçants de Calebasses, raison pour laquelle le commerce fleurit pendant les périodes où ces derniers sont dans le village ou dans les alentours, pendant le *kaka* et le *bazara*. Pendant le *damana* (saison des pluies) et parfois pendant le *rani* (saison sèche), ce sont les Haoussas qui achètent les Calebasses mais le marché n'est pas bon. Etant donné que les femmes peules ont gardé la tradition de l'utilisation des Calebasses dans les activités quotidiennes de leur ménage (traite des animaux, conservation du lait, du *fura* etc.), ou le décor de leurs cases, elles payent ces Calebasses à des prix acceptables et en quantité. Les femmes haoussas en revanche utilisent de plus en plus d'ustensiles en plastique et en aluminium. « La Calebasse n'a plus de valeur chez les Haoussas, donc si on peut vendre une Calebasse à 1 000 FCFA aux Peuls, il faudra espérer dans les meilleurs des cas 750 FCFA chez les Haoussas », et ces derniers n'en achètent pas beaucoup.

Malgré le fait que T.C. déclare que cette activité ne rapporte que peu de bénéfices, la vente de Calebasses constitue pour les deux membres du ménage l'activité qui les fait vivre pendant toute la période de soudure, la récolte du ménage ne dépassant jamais cinq mois. Selon le chef du ménage : « Après la rupture du stock, j'achète le mil pour la consommation, c'est avec le commerce de Calebasses que j'arrive à avoir de quoi payer le mil... j'achète chaque semaine dix *tiya* de mil, comme à la maison tout le monde connaît la situation, c'est ça qu'on rationne. On fait du *lalame* pour consommer... »

Cas n°4 : R.I., chef de ménage moyennement vulnérable, restauratrice à Sakabal

R.I., âgée d'environ 55 ans, est originaire de Dakoro. Elle venait hebdomadairement faire son commerce de nourriture avant de s'installer définitivement à Sakabal, il y a de cela vingt ans. « D'ailleurs, rien qu'avant-hier, j'ai marié ma fille (une nièce) qui est à l'école, elle était toute petite quand j'étais arrivée, c'est d'ailleurs ici que je l'ai sevrée ». R.I. s'est mariée trois fois. Elle a eu quatre enfants, tous décédés, et a subi une fausse couche. « Avec mon premier mari, j'ai eu deux enfants qui sont tous décédés, avec mon deuxième mari, j'ai eu une fille qui est décédée, une deuxième qui est encore décédée puis un *aho* (fausse couche), et enfin avec le dernier je n'ai pas eu d'enfants, parce que nous étions tous atteints par la force de l'âge. Il vit à Arlit et moi ici. » R.I., à défaut d'avoir ses propres enfants, a pendant toute sa vie adopté plus d'une dizaine d'enfants. Actuellement, elle a huit personnes à sa charge, dont quatre écoliers. L'activité principale de R.I. est la petite restauration, qui consiste à vendre du *waina* (galettes de mil) le matin et du *tuwo* (pâte de mil servi à la sauce) le soir. « Je passe toute la journée ici et le soir je rentre à la maison. »

En dehors de la petite restauration, R.I. s'investit dans l'agriculture dans son village, situé à sept kilomètres de Sakabal, où son père est encore en vie. Comme toutes les femmes de la zone, R.I. ne dispose pas de ses propres champs, mais exploite ceux de la famille, mis à sa disposition par son père. Pendant la saison hivernale (*damana*), R.I. pratique une agriculture de subsistance et envoie de l'argent à son frère pour les *sasabe* (débourssaille) et *chipka* (semis), car c'est à lui qu'elle a confié le suivi des travaux. Elle prend congé annuellement pour superviser les travaux, car on ne peut avoir totalement confiance en personne : « Au moment du *noma* (labour), je me rends là-bas. Des fois, je passe deux, trois semaines, jusqu'à la fin des labours, pour revenir... On prend des manœuvres aux différentes étapes de la culture. Pour semer (*chipka*), il faut payer, pour labourer (*noma*), il faut payer, pour démarrer *cira*, il faut payer, pour faire le deuxième cerclage (*maimai*), il faut payer, pour récolter (*yanka*, couper), il faut payer, pour transporter (*jida*), il faut payer, et enfin pour engrener (*kimche*), il faut payer. » R.I. cultive du mil, du sorgho et du niébé. « C'est tout ce que nous cultivons, puisque nous ne disposons pas de l'espace pour mettre les *kayan dagne* (les légumineuses). Mais si l'année est bonne, on peut mettre de l'arachide pour la consommation des enfants ». Pour la campagne 2005-2006, R.I. déclare avoir investi 25 000 FCFA. Elle a récolté vingt *dame* (bottes) de mil, dix *dame* de sorgho et un sac de 100 kg de haricots qu'elle a déglumé (*susuka*) pour ramener à la maison. Cette récolte a été utilisée totalement pour la consommation de la famille et pour les cérémonies de mariage de sa nièce, qu'elle a élevée. « La récolte dernière, Dieu merci, nous avons pu récolter de quoi manger, il n'y a pas lieu de se lamenter... On a déposé le haricot pour préparer et manger. Quant au mil, je l'ai amené à ma nièce à l'occasion de son mariage, la jeune mariée amène toujours quelque chose à manger à son époux. »

L'année 2004-2005 a été très difficile pour R.I. « L'année dernière a été très difficile, on ne peut même pas parler. On a vendu des pagnes et même des marmites pour faire face aux besoins alimentaires de la famille. Nous avons beaucoup souffert dans notre ménage, mais nous ne sommes pas allés à la recherche de la paille ou de bois mort pour vendre. Nous avons seulement vendu nos biens, j'ai même vendu trois chèvres... Un chef de famille doit toujours pouvoir se débrouiller. Il doit prendre des précautions pour ne pas se trouver dans une situation de blocage. »

R.I. pratique aussi l'élevage, qu'elle fait, comme pour l'agriculture, à distance dans son village. Il s'agit d'un élevage de case, composé essentiellement de brebis et de chèvres, dont elle refuse de donner le nombre. « Nous confions nos animaux au berger du village pour nous les garder. » Elle déclare avoir vendu quatre moutons cette année pour le *biki arme* (cérémonie de mariage) de sa nièce.

6. Les stratégies pastorales

6.1. La transhumance

La transhumance (vers les régions agricoles pendant la saison sèche) constitue la première stratégie pastorale utilisée par les éleveurs. La transhumance a des exigences : premièrement, la compréhension par les agriculteurs de la situation des éleveurs ; deuxièmement, l'information ; troisièmement, l'existence de points d'eau (mares, marigots, infrastructures hydrauliques, etc.) ; quatrièmement, la sécurité. Malheureusement, avec la crise alimentaire de 2004-2005, les gens n'étaient pas préparés à tout cela : les conditions d'une bonne transhumance n'étaient pas réunies.

« La crise agropastorale 2004-2005 s'est conjuguée avec une insécurité, avec vols de grande intensité. » (Le secrétaire permanent du CAPONG).

« Les animaux, quand ils ont faim, ils s'éparpillent, donc vous voyez chacun est en train de chercher une tête de bétail quelque part. » (Le secrétaire permanent du CAPONG).

« Il y a plein de conflits qui ont jalonné l'exploitation des ressources naturelles, la prison était presque pleine. La paix était une denrée rare, chaque fois c'est des vols, des tueries, des batailles rangées. » (Le DDRA).

Le département de Dakoro a été un point d'attraction des éleveurs des régions de Tahoua, Agadès, et même Zinder, à la recherche de pâturage.

« A Dakoro, il y a deux espaces protégés : le ranch de Fako et la réserve de Gadabédji. Là, il y a un reliquat de pâturage, donc ce sont les deux centres qui étaient convoités par les éleveurs. » (Le préfet).

6.2. La décapitalisation

La seconde stratégie pastorale consiste en la décapitalisation. Généralement, les populations de Roubou-Sakabal vendent quelques animaux pour se ravitailler en céréales, acheter des intrants zootechniques (éleveurs), ou bien pour acheter des vivres en période de soudure (agriculteurs ou agropasteurs). Cette année, les différentes stratégies agropastorales ou extra-agropastorales n'ont pas évité aux éleveurs et agriculteurs de décapitaliser le cheptel : toutes les couches sociales et tous les groupes d'activités durent vendre de nombreux animaux en 2005. Les éleveurs, et particulièrement les transhumants, ont été les principales victimes. Les agriculteurs ont vendu principalement les petits ruminants, tandis que les éleveurs durent se séparer du gros bétail. Les spéculations entrèrent également en jeu, dans la mesure où dès qu'une situation de crise est entrevue, le bétail perd sa valeur marchande.

« Rien qu'au mois de décembre 2004, le bétail a perdu sa valeur de plus de 70 %. Un animal qui fait 150 000 FCFA est vendu à 1 500 FCFA (...). On ne vendait plus, on n'achetait plus les animaux. » (Le secrétaire permanent du CAPONG).

Nous avons identifié deux types de décapitalisation en bétail : la vente d'animaux sur les marchés et la vente d'animaux sur les parcours de transhumance (achats pour la pratique du « *banda* » (boucanage)).

6.3. La vente d'animaux sur les marchés

La vente des animaux est la principale activité du marché de Sakabal. Le commerce du bétail varie considérablement en fonction de l'offre et de la demande. En temps normal, l'abondance d'animaux sur les marchés dépend de ce qu'ils appellent l'arrivée et le départ du *korsali* (animaux en transhumance).

Au début de la crise, avant que les animaux ne commencent à dépérir, de nombreux commerçants ont acheté le bétail sur pied pour l'acheminer et le vendre au Nigeria. Cette activité fut néanmoins interrompue en raison de l'état des animaux. Ainsi, ceux qui ont bon gré mal gré poursuivi cette activité se sont vus obligés de revigorer les animaux avant de les conduire au Nigeria.

Q : « Comment les éleveurs ont fait ?

R : Ils (les éleveurs) vendaient à bas prix aux bouchers, pour au moins nourrir ceux (les animaux) qui sont sur pied, en achetant du son, des graines de coton, de la paille. Les bouchers font du *banda* et amènent la viande au Nigeria.

Q : Combien payent-ils les animaux ?

R : La vache qui n'est pas sur pied était vendue à 2 000-3 000 FCFA. » (T.S., chef des *dilali chanu* au marché de Sakabal).

Q : « Donc on ne vendait plus les animaux ?

R : Oui, tu amènes au marché, tu ne vends pas, il n'y a plus d'acquéreurs.

Q : Pourquoi ?

R : Les gens n'achetaient plus les animaux.

Q : C'était pendant quel mois ?

R : Le mois de juin, tous ont cessé d'acheter.

Q : Même les bouchers ?

R : Les bouchers n'achètent pas, ils prennent. Quand la bête tombe, l'éleveur ne peut pas la prendre sur sa tête, ainsi il la laisse, et le boucher d'à côté vient prendre. Au mois de mai-juin au marché de Sakabal, il n'y a pas d'animaux, donc les animaux mouraient par dizaines, tu n'as pas besoin d'aller au marché pour acheter. Et aussi les animaux ne pouvaient pas se déplacer pour aller dans les marchés. » (Le secrétaire permanent du CAPONG).

6.4. La pratique du « *banda* » (viande boucanée) en 2005 : la mutation d'une profession

Le « *banda* » ou boucanage de la viande est pratiqué à Dakoro depuis la famine de 1974 et a pris de l'ampleur au moment de la famine *el Bohari* (1984). Initialement, cette activité d'achat et d'abattage d'animaux dans un état de malnutrition chronique (appelés *guzame*, animaux malnutris) était dévolue exclusivement aux bouchers. Au moment d'*el Bohari*, cette activité, jadis qualifiée de *fawa* (boucherie) et exercée par un groupe social bien défini (les *mai fawta*, ceux qui font la boucherie), est devenue une activité lucrative. Elle a donc rapidement été pratiquée par de nombreux commerçants de Dakoro, ce qui, dès 1984, a permis à plusieurs personnes de s'enrichir. La pratique du *banda* est ainsi à la base de la richesse de certains opérateurs économiques.

« Au début de la crise, ce sont les commerçants, ce ne sont même pas les bouchers qui pratiquaient le *banda*. Ce sont ceux qui ont l'argent (les riches) qui pratiquent cette activité. » (Le chef de village de Sakabal).

De ce fait, la pratique du *banda* a mobilisé un nombre croissant de commerçants et de capitaux en 2004-2005, notamment dans la commune de Roumbou-Sakabal.

« Tout celui que tu vois qui est riche à Dakoro, c'est avec le *banda* qu'il l'est devenu. Cette année même, nos voisins de Maigochi Jackou l'ont pratiqué et ont fait fortune. » (Le chef de village de Sakabal).

Les commerçants firent appel aux bouchers de Roumbou-Sakabal en tant que main d'œuvre :

« Les *rumdji* (bouchers) sont utilisés par les commerçants pour acheter les animaux en brousse, les abattre, les dépecer, couper la viande en morceaux, la faire bouillir sécher et emballer dans les sacs. Ils livrent enfin la viande aux commerçants à un prix négocié à l'avance. » (Le chef de village de Sakabal).

En résumé, on peut affirmer que la vallée de la Tarka a subi une véritable hécatombe concernant le bétail, ce qui eut pour effet d'attirer dans la zone agropastorale et pastorale, allant du bord méridional du *gulbi* (Tarka) jusqu'à Tchintaborak dans le département de Tchirozérine, des bouchers et autres spéculateurs du bétail, profitant ainsi du malheur des éleveurs pour s'enrichir.

« La vache est achetée à 2 000 FCFA-3 000 FCFA et il fallait trois à quatre vaches pour remplir un sac, mais avec les bouchers, le sac est acheté à 40 000 FCFA. Les bouchers qui dépeçaient les animaux pour les commerçants gardaient la peau. Le sac de *banda* était revendu au Nigeria à 90 000 FCFA, et pendant le *kaka*, lorsque les animaux ont arrêté de mourir, le prix était monté jusqu'à 120 000 FCFA. Quant au *kirgi* (peau), il était revendu entre 3 500 à 10 000 FCFA en fonction de la taille et de la qualité de la peau. » (Le chef de village de Maigochi saboua).

7. Les bénéficiaires de la crise

Plusieurs types d'acteurs (représentants de l'Etat, chefferies traditionnelles, commerçants, bouchers, vendeurs de céréales, de paille, associations locales, etc.) ont tiré profit de la crise alimentaire à Roumbou Sakabal.

La médiatisation de la crise par le CAPONG de Dakoro a fait que « beaucoup d'ONG internationales sont venues s'installer à Dakoro et, à travers elles, l'aide ». Plusieurs ONG, envisageant initialement de ne faire que de l'urgence, sont restées faire du développement ; d'autres se sont vues dans la nécessité d'élargir leur champ d'action et de recruter du personnel local. Ainsi, chauffeurs, gardiens, boys, agents de manutention et animateurs furent recrutés et plusieurs d'entre eux poursuivent actuellement cette activité. A titre d'exemple, le programme de renforcement de la Sécurité alimentaire (PRESECAL) « a recruté cinq agents localement, dont un superviseur, deux animateurs, dont un parmi eux est devenu superviseur en deuxième phase, une secrétaire-caissière et un chauffeur ». (Issoufou M. *et al.*, 2005 : p. 3).

De ce fait, toutes les collectivités locales du département de Dakoro qui, avant la crise, étaient le parent pauvre des actions d'ONG et de projets de développement, se sont vues sollicitées par ces acteurs.

En mai 2005, considérant que les marchés, même les plus reculés, étaient toujours approvisionnés et que la planification de distribution de vivres se faisait attendre, OXFAM-GB et son partenaire l'AREN ont pris la décision de faire un programme de vivres contre travail (*food for work*) en proposant aux commerçants locaux de mettre à disposition des vivres dans les localités les plus reculées.

Concernant l'aide alimentaire, la quasi-totalité de la population de Roumbou en reçut ; certains se firent d'ailleurs « recenser deux fois » (selon le maire de Roumbou), et reçurent ainsi deux rations. Les ONG et associations locales, et particulièrement celles qui sont membres du collectif CAPONG, « ont mis en œuvre un certain nombre de projets en direction des populations qui ont abouti ». L'action innovante, selon le DDRA, est « la CCA, qui avait dans le passé l'habitude de passer par les services techniques pour exécuter certaines activités, et a cette fois-ci contractualisé avec ces ONG locales ». Par ailleurs, les ONG et associations locales ont profité de la crise et de l'arrivée des différents intervenants pour renforcer leurs capacités d'action en matière de formation de ressources humaines et d'octroi de certains biens matériels, tels que des bureaux, des ordinateurs, etc. Ces ONG ont acquis de l'expérience et certaines se sont vues confier des activités post-crise, comme cela a pu être le cas du CAPONG, d'OXFAM-GB, du PROXEL et du PRESECAL, etc.

Comme déjà mentionné, les commerçants et les bouchers profitèrent considérablement de la crise alimentaire.

« Il y avait un Touareg qui a fait un stock de paille très important. Dans ce CSI, il a vendu plus de 500 000 FCFA de paille. Il y a un autre qui s'appelle El A., il a vendu plus de 1 000 000 FCFA de paille ; une fois devant moi, il a vendu pour 700 000 FCFA. » (Un chef de village).

« Ici à Roumbou, il y a un jeune, avec le ramassage de la paille, il a acheté une charrette, un âne et des vaches, il y a beaucoup de cas comme lui. » (Le chef de village de Roumbou 1).

Selon OXFAM-GB et l'AREN, « environ 550 millions de FCFA ont été injectés dans l'économie locale et pas moins de 185 petits commerçants ont participé à l'opération leur permettant de relancer leur activité économique, souvent en panne en raison des difficultés de l'année. »

« Je suis vendeur de produits pharmaceutiques, mais j'ai eu l'opportunité de faire le commerce du riz et du mil dans le cadre du projet d'urgence. Je n'ai jamais eu l'occasion de gagner autant d'argent en si peu de temps. Grâce à cela, j'ai pu acheter une moto et étoffer mon stock de médicaments. J'ai à présent un capital et espère être plus indépendant face aux négociants. Ca a vraiment changé la vie des petits commerçants de Dakoro. Certains ont acheté des charrettes, d'autres ont reconstitué leur fonds de roulement. » (Laouli Nassirou, 25 ans, dans OXFAM-GB *et al.*, 2005, p. 3).

D'autres, tels que les gros commerçants de Dakoro, diversifièrent leurs sources de revenus en louant des villas, des véhicules 4x4, etc.

« Il y a des commerçants locaux qui ont profité de la crise, car ils achètent le sac de riz à 12 000 FCFA pour le revendre à 17 000 FCFA. » (Le maire de Roumbou).

En résumé, une partie substantielle de la population bénéficia de la crise.

« Rien qu'à voir les motos qui circulent dans la ville après la crise, vous pouvez comprendre que les gens ont profité de la crise alimentaire 2004-2005. » (Le DDRA).

8. Les famines dans la mémoire collective à Roubou-Sakabal : sémiologie populaire

8.1. *El gomma* (mieux vaut)

Selon El Hadj Sani Tawariya, un septuagénaire, cette famine tire son nom du mot haoussa « *gomma* » qui signifie « mieux vaut ». Les gens disaient en effet « *waga yunwa gomma el salao da ita* » (cette famine, mieux vaut *el Salao* qu'elle). *El gomma* a été causée par une invasion de sauterelles, qui aurait ravagé toutes les récoltes. Elle se caractérisa par un manque sans précédent de céréales et un manque de moyens de transport et de communication. Ainsi, les gens durent rester sur place, contraints à aller à la recherche de plantes et de feuilles sauvages.

8.2. *Kumumuwa*

Elle tire son nom du fait que « les gens ont souffert et ils ont mangé tout ce qu'ils possédaient, même les Calebasses ». Cette famine a été l'une des plus meurtrières. Le mil n'existait pas dans le pays, les modes de déplacement et de communication étaient limités, ce qui eut pour effet de compliquer la situation.

« Au temps de *kumumuwa*, ici, les gens étaient enclavés. Il n'y avait pas suffisamment de moyens de transport comme aujourd'hui. Le seul moyen de transport en ce temps, c'était l'animal : le cheval, l'âne ou le chameau, ce qui fait que les gens n'ont pas accès facilement aux autres régions pour chercher des vivres. Ainsi, les personnes mouraient de faim dans les villages. » (S.K.).

Pour survivre, les populations consommaient tout ce qu'elles estimaient comestible.

« A ce moment, les gens pilaient les Calebasses pour en faire une poudre qu'ils mélangeaient avec de l'eau pour manger. » (E.I.T. un septuagénaire de Dakoro fréquentant le marché de Sakabal).

Dans le Nord néanmoins, les gens ont pu trouver quelques graminées sauvages.

« Dans le Nord, les gens pilaient le *tsaido*, le *karangiya* comme du mil. Elles faisaient une sorte de *gumba* pour consommer...et cette *gumba* engendre la maladie et les gens mouraient, c'est ce que nous ont raconté nos parents. » (Un agropasteur de la tribu Kel Tamerkest).

8.3. *Mai kwarare* : celle qui rattrape les gens après la fuite (1950)

« La famine *mai kwarare*, c'est, comme son nom l'indique, tout celui qui a un stock de céréales et l'a épuisé, et heureusement la pluie est tombée très tôt, et il y avait du *kurtu* et du *sabbe* dans les mares. » (E.I.T. un septuagénaire de Dakoro fréquentant le marché de Sakabal).

Une autre version dit que la famine a été causée par un arrêt brusque des pluies.

« Le mil était à l'épiaison quand il y a eu une sécheresse, et tout s'est asséché dans les champs. » (Un cultivateur de Roubou 1).

« La famine de *mai kwarare* a eu lieu trois ans après la création du *bariki* (bureau de la subdivision) de Dakoro, c'est-à-dire en 1950. L'année-là, dans la région de Kornaka, Dakoro, et même Tanout, nulle part tu ne pouvais trouver une tasse de mil à acheter. Il fallait aller jusqu'au Nigeria pour trouver du mil. » (E.I.T. un septuagénaire de Dakoro fréquentant le marché de Sakabal).

Ce phénomène est à la base de la troisième version du nom *mai kwarare* :

Pendant cette famine, « même le stock de gens très riches était terminé, d'où le nom de *mai kwarare*. » (D.D.).

« La famine de *mai kwarare* est due au fait que l'année qui a précédé la famine était mauvaise, il n'y a pas eu assez de mil », ce qui a provoqué une augmentation du prix des céréales ; « Mais l'année qui a suivi la famine, il y avait eu beaucoup de pluies, il pouvait pleuvoir de vingt heures jusqu'au lendemain matin ; les récoltes ont été très bonnes » (Elhadji Issa). Pour survivre, les gens cueillaient les feuilles d'herbes tels que le *kurtu*, le *sabe*, le *kawci*, qu'ils préparaient pour manger : « Nous tous, on a mangé ces feuilles » (Rabi). Pour d'autres, ce sont les épis de ces plantes qu'ils décortiquaient et préparaient comme du *dambu* (couscous), et « grâce à Dieu, l'année-là, il y a eu du *yadiya* en quantité dans la brousse », le lait de vache était disponible. Ce sont ces herbes que les gens ont mangé pour survivre. Ceux qui n'en disposaient pas chez eux partaient en brousse dans les terroirs d'autres villages pour en chercher. Beaucoup de gens sont décédés de la consommation de ces herbes suite à une mauvaise préparation. Enfin, selon S.T., « nos parents nous ont raconté qu'ils ont mangé même la farine de calebasse dans du lait, puisqu'à cette période, il y avait du lait ». Pendant *mai kwarare*, il n'y avait pas la possibilité d'avoir de l'aide, et les outils d'information permettant d'en avoir étaient inexistant ; « C'était du *jahili* (ignorance) complet. »

8.4. *Tsabale tiya manda* (1964)

Elle tire ce nom du prix de la *tiya* de mil, qui était vendue à 100 FCFA. En effet, avant cette famine, le mil ne se vendait pas à la *tiya*.

« Avant, on ne connaissait pas la vente de mil à la *tiya*. C'est avec *tsabale* qu'on a commencé à vendre la *tiya* à 100 FCFA, d'où le nom de *tsabale tiya manda* (*tsabale* la mesure à 100 FCFA). Avant, on vendait le mil dans les *masaki* (calebasses) et les *tsukurfa* (béret). » (Un cultivateur et vendeur de calebasses à Sakabal).

Selon la majorité de nos interlocuteurs, la famine « *tsabale* » fut provoquée par l'arrêt des pluies.

« Le mil a atteint par endroit un mètre de hauteur et les pluies se sont arrêtées. Et le mil s'est desséché. » (D.D., un cultivateur et intermédiaire de vente d'animaux).

« Certains ne sont même pas arrivés à labourer quand le mil a séché...c'est la volonté de Dieu ». (R., une restauratrice à Sakabal).

« Ici, dans la région de Dakoro, personne n'a récolté une botte, il faut aller au Nigeria acheter du sorgho que nous ignorons. Nous avons acheté la *tiya* en ce temps à 100 FCFA, et 100 FCFA correspondent à deux têtes de caprins ou ovins. Moi personnellement, j'ai vendu deux chèvres et un bouc à 500 FCFA pour payer cinq *tiya*. Ces deux chèvres sont grandes, je les ai vendues à 200 FCFA chacune. Quant au bouc, il a coûté 100 FCFA, et dans cette région on ne trouve nulle part du mil. » (E.O., un éleveur).

Bien que la *tiya* ait coûté 100 FCFA pendant la famine de *tsabale*, « la population a été moins éprouvée, car les gens avaient de l'argent et le mil était disponible sur le marché. » (S.T.).

La famine *tsabale* « est une *yunwa* qui a touché toutes les régions, mais à des degrés différents... Il y avait ceux qui n'ont rien eu, il y avait ceux qui ont eu un peu, dont les stocks sont finis aux approches du *damana*. C'est parmi ceux-ci, la majorité, qui ont vu leur stock de vivres finir à l'approche de l'hivernage, il fallait rester pour travailler. » (T.C., un cultivateur et vendeur de calebasses à Sakabal).

« Il y a eu beaucoup de morts d'animaux. Dans la brousse, on rencontre partout des cadavres d'animaux. » (R.I., restauratrice à Sakabal).

Pour survivre, les populations déclarent avoir utilisé plusieurs stratégies.

« Notre père a vendu cinq vaches pour acheter à manger. Les femmes faisaient les bonnes et faisaient le *daka-daka* chez les plus aisées, d'où elles ramenaient du son et des

résidus d'aliments. Ceux qui n'ont rien dans le ventre s'adonnaient aux travaux physiques comme la coupe et la vente du bois, la recherche de la paille ou bien vendre les tiges de mil ou du sorgho. Il y a ceux qui ont vendu leurs propres vêtements... Je dirais que certains ont dû se déplacer avec leur propre famille. Ils étaient partis chercher de quoi manger et mettre de côté. » (D.D., un cultivateur et intermédiaire de vente d'animaux).

« Les femmes ont beaucoup vendu leurs objets de valeur pour nourrir la famille. » (R.I., une restauratrice à Sakabal).

« Les gens ont été contraints de consommer les feuilles sauvages *anza*, *jiga*, *aduwa*, *yadiya*. » (Rabi).

« En période de *yunwa*, si tu vois quelqu'un dire qu'il ne mange pas ceci, cela, c'est qu'il a à manger. » (T.C.).

« Les gens ont consommé le *tabade*, qu'on mélange avec de l'arachide, puisqu'en cette période, il y avait des arachides. Elle était cultivée, mais n'est pas commercialisée. Elle a commencé à l'être après *tsabale*. » (S.K.).

C'est lors de *tsabale* « que les gens ont connu la farine de manioc et développé la culture de cette plante. » (D.D.).

« Certains ont quitté leurs villages d'origine avec leur famille, il y en a qui ne sont plus revenus, ils sont partis pour de bon. » (R.I., une restauratrice à Sakabal).

8.5. La famine de 1974

Différents noms furent attribués à la famine de 1974, parmi lesquels *Kakuduma* (ensablement), *el Maidabo* (celle de Maidabo), *el Kita* (celle de Kita), *ta watse* (la dispersion), *cin dawa* (manger le sorgho), *kara-kara* (campement de chaume), *ku da dama* (chez vous, c'est mieux) et *mutuwa gamu* (la mort, nous voici).

Les deux noms de *Maidabo* et *Kita* évoquent des personnalités de l'époque : Maidabo venait d'être nommé chef de canton de Birni'n Lallé, et Elhadji Kita, prince du Gobir, était commis à la sous-préfecture de Dakoro et a supervisé le site de distribution de l'aide à Roubou.

Cette famine fut due à la sécheresse.

« L'année-là, on a fini les cultures et les plantes ont séché. » (Umaru Shibkaw).

« Dès qu'on sème, un fort vent de sable vient ensabler les semis, il y avait des dunes de sable derrière les maisons, c'est l'année de l'arrivée du Sahara ici. » (S.T.).

« Cette année-là, les gens s'en allaient en masse. Notre père était parti avec nous à Zabouré, un village du canton de Kornaka, à l'Est de Sabon Machi, puis à Sabon Machi même, où il faisait de petits travaux manuels, et notre mère des galettes que je vendais. Quand les pluies sont arrivées, nous sommes revenus mon frère et moi au village, laissant notre père, notre mère et nos deux petits frères à Sabon Machi où un des *maigari* (chef du village) lui a prêté un champ. » (S.T.).

Des villages entiers furent abandonnés par leurs habitants. C'est le cas notamment de Kardaow et de Sabarou. Il fallut le début des distributions de vivres pour que les gens reviennent. Des centres de récupération des réfugiés de la faim, appelés *kara-kara*, furent créés, l'un à Dakoro et le second à Korahane, d'où une autre appellation locale de cette famine.

8.6. *El Bohari (1984)*

A cette époque, le général El Bohari, à la tête du Nigeria avait fait fermer les frontières de son pays, ce qui eut pour conséquence la réduction drastique des échanges entre les deux pays, en particulier des vivres, denrées hautement recherchées en cette période de famine, car les pluies avaient été tardives.

« *El Bohari* a commencé en pleine saison sèche. Ici chez nous, en période hivernale, tout ce que tu sèmes, dès que ça pousse, le vent vient couvrir les jeunes plants. A ceci il faut ajouter le fait que tous ceux qui étaient partis au Nigeria ont été chassés. » (D.D.).

El Bohari s'était annoncée dès le début des semences : les pluies étaient faibles et rares, et si les semis étaient effectués, ils avaient immédiatement été recouverts de sable. Cette année-là, il n'y eut ni herbes, ni mil. Les gens perdirent de nombreux animaux, et le bétail se déprécia fortement : une chèvre était vendue à 1 000 FCFA et la *tiya* à 600 FCFA.

« Il n'y avait pas d'herbe, les animaux mouraient ; il n'y avait pas du mil, il fallait partir au Nigeria pour en chercher. » (R.I.).

Pendant *El Bohari*, plusieurs stratégies de survie ont été adoptées, parmi lesquelles l'exode. Beaucoup quittèrent les villages et ne revinrent plus.

« J'ai quitté avec toute ma famille pour aller à Jibia, une ville frontalière du Nigeria. Nous avons passé cinq mois. Je revendais de l'eau dans des jerrycanes, mais mon épouse ne faisait rien. » (Oumarou Chipkaou).

Quant à ceux qui sont restés, après que le bétail ait été vendu et que les femmes aient liquidé leurs « *kayan daki* » (équipement domestique), chacun se mettait à exercer une activité : coupe et vente de bois, ramassage de paille, travaux de construction, main d'œuvre agricole, etc.

« Les gens partaient en brousse pour chercher la paille et le bois mort pour vendre puis acheter des céréales. » (R.I.).

Il y eut bien entendu de l'aide, mais elle fut insuffisante.

« L'aide alimentaire qu'on nous a distribuée était constituée de sorgho, qui était d'ailleurs partagé inégalement...Les gens étaient réduits à en consommer du *gari rogo* (farine de manioc) et des feuilles sauvages comme du « *jiga* », du « *aduwa* », du « *dangya* ». Les gens ont même vendu leurs champs. » (Le chef de village de Maigochi sabuwa).

« C'est avec cette famine que le *taimako* (l'aide) a commencé. Le gouvernement a négocié au Nigeria et il nous a amené du *gari rogo* (farine de manioc), du mil, de l'huile et beaucoup d'oignons. » (T.C.).

8.7. *Dan kusu (1986)*

Cette famine tire son nom de la gerboise, dont la prolifération au moment des semis a entraîné des pertes importantes de semences et de récoltes.

« Il y a eu un *kusu* (souris, gerboise) qui déterrait les semences. (...) Dès que tu sèmes, il déterre, et ça a trop pris du temps, jusqu'à ce que la période des semis est passée, les cultivateurs n'ont pas réussi. C'est ça qui a causé la famine. Il y'a eu la pluie, à temps et en abondance, mais le *kusu* a empêché les semis de pousser. » (T.C.).

« Les gens qui avaient mis du poison dans les semences ont pu récolter quelque chose. » (S.T.).

« Les gens ont mangé du son de niébé et quand la pluie est installée, les gens ont mangé du *tabade*, du *anza*... Il y a aussi la solidarité : quand ton parent a, il t'en donne. » (T.C.).

La famine de *Dan kusu* n'a pour autant pas été très difficile, du fait de la disponibilité des récoltes dans certaines zones et des vivres sur le marché local, et du bon prix auquel se vendaient les animaux.

8.8. Botse (2002)

Botse a provoqué beaucoup de difficultés aux populations, surtout aux approches de la récolte. Néanmoins, « les gens n'ont pas connu de déplacements ; ils sont restés sur place » (Abdourahmane Djibo) et ont développé diverses stratégies, d'où le nom de *botse* (« supporte pour finir »), autrement dit : « Il faut se serrer la ceinture. »

8.9. La crise alimentaire de 2004-2005

Dans la zone de Roumbou-Sakabal, cette famine a eu plusieurs noms. Les sédentaires l'appellent *El Tandja* (« celle de Tandja »), du fait qu'elle survient sous le mandat du Président Tanja Mamadou. Dans les milieux sédentaires, elle est aussi appelée « *mai raga* » en allusion à la moto de marque chinoise apparue dans les campagnes à la même période et surnommée ainsi. Quant aux éleveurs, il l'ont surnommé « *mai gari'n rogo* » (celle de la farine de manioc), aliment dont la consommation était rare dans ces milieux avant la survenue de cette famine.

« Chez nous les éleveurs, elle a un nom. Son nom, c'est *mai gari'n rogo* (celle de la farine de manioc), parce que c'est elle qui a poussé l'éleveur à manger la farine de manioc par manque de céréales. Nous les éleveurs, nous n'avons pas l'habitude de consommer du *gari'n rogo*, jusqu'à le préparer et le manger comme du *tuwo*. » (Un éleveur de la tribu Kel Tamerkest).

8.10. La malnutrition

A Roumbou-Sakabal, les interlocuteurs (chefs de ménage ou mère de famille) parlent de deux principales entités nosologiques populaires : *tamowa* et *dan kwamuso* (fils de kwamuso).

Dan kwamuso, « c'est une maladie qui empêche l'enfant de prendre du poids, ce qui fait que l'enfant maigrit beaucoup... *Tamowa*, elle, est causée par le *yunwa* (faim, famine). Quand la mère n'est pas bien nourrie, elle ne peut pas avoir du lait et bien nourrir l'enfant. » (T.C.).

Tamowa « est une maladie qui apparaît quand l'enfant n'a pas mangé assez et à temps. Elle apparaît parce qu'au village les enfants sont négligés. » (T.C.).

Selon Souley A. (2003), il existe plusieurs types de *tamowa*, chacun lié à une cause différente. Nous en avons eu la confirmation sur le terrain.

Il y a le *tamowa* « qui entraîne les vomissements, il y a celui qui rend l'enfant maigre seulement, sans vomissements, sans diarrhée... il y a le *tamowa goyo* : c'est juste du fait que la mère de l'enfant le mette au dos quand elle va au puits, ou quand elle va à la recherche du bois ou ne prend pas le temps de lui donner à manger ; il y a le *tamowa junna biyu*, lorsque la mère de l'enfant est en grossesse et qu'elle a fait téter son enfant... » (T.C.).

Cas n°5 : Une mère chez les « *ien kwamuso* »¹³ (le CRENI)

N.H. est mariée depuis douze ans. Elle a cinq enfants, dont l'un est décédé. Pendant l'année de la crise alimentaire, son enfant Jamila, âgée de deux ans, était tombée malade suite au sevrage : « Elle avait la diarrhée, les vomissements et son corps prenait de l'air ». Malgré le fait que les « *ien kwamuso* » étaient déjà installés au CSI de Roubou et de Dakoro, N.H. n'a pas directement amené son enfant en consultation. Elle commença par lui donner du « *dawri* », une poudre d'écorces d'arbres dont elle ignore le nom et la nature, achetée par sa grande-sœur au marché. Cette poudre est « mélangée avec du *lalame* pour lui donner, ou bien on met dans de la sauce pour lui donner, c'est comme ça qu'on fait aux « *en yaye* » (enfant en sevrage) ». L'état de Jamila ne s'est pas amélioré suite au traitement traditionnel administré, et son père décida de l'amener au CSI, où « on a fait le premier jour une injection et on lui a donné des comprimés pour lui administrer ». Une semaine après, l'état de Jamila ne s'était toujours pas amélioré et sa mère la ramena au CSI chez les « *ien kwamuso* ». Ils l'examinèrent, la toisèrent et décidèrent de la référer au centre de récupération nutritionnelle intensif (CRENI) d'ACF à Mayahi, où « nous avons été mises dans un local où il y aurait déjà des femmes et leurs enfants. Le matin, on faisait des injections à l'enfant, à midi et le soir, on lui donnait du sirop. On donnait aussi régulièrement du lait à l'enfant. Quand son état s'est amélioré, on a commencé à lui donner du « *biskit* » deux le matin et deux le soir. Quant à nous, les mères, on nous donnait le matin de la bouillie, à midi du riz au haricot, et le soir du riz à la sauce. Nous avons fait dix-neuf jours à Mayahi et une nuit à Dakoro. Ce sont eux, les « *ien kwamuso* », qui nous ont ramenées à la maison. Et à la fin, ils nous ont donné de la farine pour faire de la bouillie, quatre litres d'huile, une couverture, une natte et une moustiquaire. »

¹³ Les populations de la région de Maradi appellent les centres de récupération nutritionnelle *guidan en kwamisu* (maison de *en kwamuso*, les médecins ou personnels de santé qui y travaillent sont désignés sous le vocable « *likita kwamusu* » (le docteur de *kwamisu*), les enfants ayant séjourné dans les CNT (centre nutritionnel thérapeutique) sont aussi des *ien* ou *diyan kwamisu* (diminutif de *diyan* qui veut dire fils de). *Kwamisu* serait une variante dialectale d'un mot haoussa du Nord Nigeria : c'est le substantif *komasa* qui viendrait du verbe *kwamuchewa* ou *komashewa* signifiant « se déformer ou s'abîmer »; par extrapolation, *komasa* serait la déformation physique d'une personne (dans le sens « amaigrissement »).

9. Les interventions extérieures et les diverses formes d'aides

9.1. Mode de collecte des données locales par les agents des services de l'Agriculture et de l'Elevage pour le SAP

La collecte des données sur la vulnérabilité se fait par les services techniques du département, sur des sites ciblés. Les données ainsi recueillies sont traitées au niveau du CSR-PGCA. Pour l'évaluation de la production agricole, les agents de l'agriculture « posent » dans les villages ciblés des carrés de rendement, sur la base desquels ils évaluent la production agricole départementale par extrapolation.

Cependant plusieurs handicaps rendent cette méthode peu fiable. D'abord, le rayon d'action des chefs de district agricole est grand, et ces derniers n'ont en général pas de moyens de locomotion pour en assurer le suivi. Pour remédier à cet état de fait, les agents de l'agriculture en sont réduits à collecter leurs données les jours de marché ou auprès des chefs de village. Il arrive parfois qu'ils inventent les chiffres. Dans une telle situation, des villages vulnérables peuvent être classés non vulnérables, et inversement, le degré de vulnérabilité peut être mal apprécié, ce qui eut pour effet de compliquer la tâche des organisations humanitaires lors des distributions.

« Nous avons rencontré beaucoup de difficultés à ce niveau (confection des listes). Il y a des villages qui dépassent cent ménages, mais sur la liste (de la CCA), on trouve vingt ou trente ménages... » (Un agent de World Vision).

« L'année dernière, nous n'avons pas été inscrits. C'est seulement onze chefs de ménage sur cent quarante qui ont reçu l'aide du PAM, soit vingt sacs. Quant à Alka, il a reçu 440 sacs, or je le dépasse en nombre d'habitants. » (Un chef de village).

Au niveau du CSR-PGCA, une fiche de suivi permanent est remplie chaque mois pour les zones déjà ciblées comme vulnérables.

« Ca nous permet de voir à tel mois, voilà la situation qui prévaut dans telle zone sur la situation alimentaire, sanitaire, nutritionnelle. Et à la fin de chaque année, il y a une fiche d'identification de zones vulnérables. C'est une fiche qu'on remplit annuellement, fin septembre, et qui fait ressortir tous les points, c'est-à-dire la production agricole, la situation pluviométrique, du côté de l'élevage, de la santé, de l'hydraulique, donc tout se trouve sur la fiche. Et c'est sur la base de cette fiche que la première réunion annuelle se tient, et c'est en tenant compte de ce que vous avez mentionné sur la fiche que le résultat sortira. » (Le DDDA).

Selon le DDRA, la crise pastorale de 2004-2005 a permis de s'apercevoir qu'il n'existe pas d'indicateurs d'évaluation de la vulnérabilité en zone pastorale. Afin de résoudre ce problème, la direction départementale des Ressources animales, en liaison avec OXFAM-GB, a commencé « à travailler sur la mise en œuvre d'indicateurs propres à la zone pastorale, sur la base d'un réseau communautaire, afin que les communautés elles-mêmes collectent des critères, des éléments d'indicateurs pour qu'on puisse avoir un suivi régulier de la zone pastorale de manière à avoir, à un moment donné, un indicateur qui commence à être révélateur d'une tendance critique. » (Un administrateur d'OXFAM-GB).

9.2. Les différents types d'interventions extérieures et intérieures

Différents acteurs et institutions se sont mobilisés pour venir en aide aux populations de Roubou-Sakabal. Parmi eux, certains sont restés dans la commune pour faire du développement en post-crise. C'est le cas d'OXFAM-GB qui a procédé à des opérations de restockage, de construction d'ouvrages communautaires sur la base du *food for work*, etc. D'autres en revanche ont quitté la zone à la fin de l'intervention d'urgence.

OXFAM-GB « est arrivée au Niger dans le département de Dakoro avec la crise, et a décidé de s'installer pour une plus longue durée et de passer de l'urgence au développement. » (Un administrateur d'OXFAM-GB).

Certaines ONG étaient déjà présentes au déclenchement de la crise : c'est le cas de l'ONG Vétérinaires sans frontières-Belgique (VSF-Belgique), qui était venue dans le cadre d'un projet de mise en œuvre d'un réseau de santé animale et des conseils de proximité en élevage (PROXEL).

Les différents acteurs intervenant à Roumbou-Sakabal peuvent être classés entre ONG de développement et ONG humanitaires. Les ONG humanitaires se sont uniquement mobilisées lors de la crise. On peut citer OXFAM-GB, MSF, l'Agence des Musulmans d'Afrique (AMA) et Télécoms sans frontières. OXFAM-GB est néanmoins restée travailler dans le but de monter des projets de développement.

Neuf types d'interventions ont été menés dans la région de Roumbou-Sakabal :

1) les ventes à prix modéré (VPM) (CCA/CSR-PGCA, PRESECAL (VSF-Belgique, Karkara) et OXFAM-GB-AREN) ;

2) les déstockages d'animaux (OXFAM-GB, AREN) ;

3) le *food for work* et *cash for work* (OXFAM-GB, AREN) ;

4) la prise en charge ou la récupération nutritionnelle pour les malnutris sévères (CRENI de Dakoro : MSF-France) ou modérés (Centre de récupération nutritionnelle ambulatoire – CRENA - de Roumbou-Sakabal : ACF) ;

5) les distributions gratuites généralisées (DGG) (PAM *via* World Vision) ;

6) les aides « de consolation » ;

7) l'aide arabo-islamique (AMA) ;

8) le crédit féminin (Programme spécial du président de la République - PSPR) ;

9) l'aide des ressortissants.

Chaque intervenant offrit des services variés selon son domaine de spécialisation, ses règles, ses quantités, ses denrées et sa population cible (Koné M., 2006 : 33). Les différentes cibles furent : les enfants malnutris et les femmes allaitantes (pour les acteurs autour de la malnutrition : MSF-France, ACF-Espagne), les éleveurs pour les ONG pastorales (VSF, Karkara, OXFAM-GB, l'AREN), les chefs de ménage pour les ventes à prix modéré et les DGG (le PAM, World Vision et l'Agence musulmane d'Afrique (AMA)), les acteurs de la gestion de la crise (ONG, associations, CSR-PGCA, services déconcentrés etc.) pour Télécoms sans frontières, et les groupements féminins pour le crédit (PSPR). Certains de ces intervenants ont agi directement (les acteurs de la malnutrition : MSF-France, ACF), d'autres inversement sont passés par des intermédiaires internationaux (PAM/World Vision) ou locaux (PRESECAL/Karkara, OXFAM/AREN) tandis que d'autres passèrent par leurs structures locales (partis politiques, CCA, PSPR).

Tableau 2. Liste des aides reçues dans la commune de Roumbou

Types d'intervention	Opération	Acteur	Conditions	Vivres	Observations
VPM	1 ^{ère}	CCA	10 500 FCFA le sac de 100 kg	Mil, sorgho	Réalisée par le chef de village de Dan Jaoudi
	1 ^{ère}	PRESECAL (VSF-Belgique, Karkara)	300 FCFA la tiya	Mil	
	2 ^{ème}	PRESECAL (VSF-Belgique, Karkara)	300 FCFA la tiya	Mil	
	1 ^{ère}	OXFAM-GB AREN	7 000 FCFA le sac de 100 kg	Mil	
	2 ^{ème}	OXFAM-GB AREN	2 500 FCFA le sac de 100 kg	Aliments de bétail : son, graines de coton	
Déstockage et re-stockage d'animaux		OXFAM-GB AREN	30 000 FCFA /UTB ¹⁴	Bovins	
<i>Food for work</i>		OXFAM-GB AREN		Huile, <i>gari rogo</i> , riz	Assainissement des villages, demi-lunes, plantation d'arbres
Prise en charge nutritionnelle		MSF-France	Malnutris sévères	Hospitalisation au CRENI	CSI de Dakoro
		ACF	Malnutris modérés	Suivi ambulatoire	CSI de Sakabal
DGG	1 ^{ère}	PAM/World Vision	Gratuite	Riz, huile, haricot	
	2 ^{ème}	PAM/World Vision	Gratuite	Riz, huile, haricot	
Aide de consolation		CEB	Gratuite	Mil	
Aide Arabo-islamique	1 ^{ère}	AMA	Gratuite	Mil	
Crédit féminin	1 ^{ère}	PSPR	Crédit	Argent	20 000 FCFA/femme à Kombaki et Daoudaoua
Aides des ressortissants	1 ^{ère}	Député MNSD			
		Président RSD			

Source : Entretiens avec les habitants de Roumbou, Enquête de terrain, LASDEL, 2006.

9.2.1. Les ventes à prix modérés (VPM)

Cinq opérations de VPM ont été réalisées à Roumbou-Sakabal. La première a été faite par la CCA par l'intermédiaire du CSR-PGCA, deux autres ont été organisées par VSF-Belgique, assisté par l'ONG Karkara, et enfin deux dernières par OXFAM-GB et l'AREN. Selon les intervenants, les VPM ont tantôt porté sur du mil et du sorgho (CCA), tantôt exclusivement sur du mil (VSF-Belgique, Karkara, OXFAM et l'AREN), et tantôt sur des aliments pour bétail (OXFAM et Karkara).

La CCA a procédé à des VPM au mois d'août.

« La VPM a commencé au mois d'août 2004. Nous avons commencé par les cantons de Birni'n Lallé et Bermo dans un premier temps, et après elle a concerné le groupement d'Azagor, Gadabédji, les cantons de Goula et Soly... parce que c'étaient les zones les plus touchées. » (Le préfet, président du CSR-PGCA).

¹⁴ Unité de tête de bétail.

Un CSR-PGCA avait été mis en place au niveau de chaque département. Le préfet en était le président, assisté du directeur départemental de l'Agriculture. Le CSR-PGCA a établi à son tour des sous-comités dans tous les chefs-lieux des communes.

A Roumbou, le sous-comité comprend : « le président, Gaya, chef de village de Dan Jaoudi, assisté d'autres personnes, dont une femme et le représentant du chef de village. » (Le directeur de l'école de Roumbou, représentant du chef de canton au conseil municipal).

Ce comité a pour mission d'expliquer le mécanisme de distribution, les critères de sélection, etc.

Au niveau de Roumbou-Sakabal, la vente a été confiée au président du comité. Deux centres de vente ont été mis en place dans la commune : l'un à Roumbou et l'autre à Kombaki. A Roumbou, 200 sacs de 100 kg ont été repartis entre les onze villages qui composent ce centre de distribution. Dans les villages, la vente des céréales a été confiée aux *maigari* (chef de village).

« Chaque village a reçu 5, 10 et 18 sacs en fonction de la grandeur, et on demande aux chefs de vendre à 10 500 FCFA. Une date leur a été donnée pour amener l'argent à la préfecture. Ils (les *maigari*) regroupent deux trois personnes pour leur vendre un sac... Les chefs ont vendu et versé l'argent... il n'y a pas eu de plaintes. » (Le maire de Roumbou).

L'ONG VSF-Belgique a mis en place un projet d'aide d'urgence dénommé PRESECAL, financé par la délégation générale à la Coopération de Développement à hauteur de 361 000 euros. Le projet comprend deux phases : la première, sous forme d'aide d'urgence (VPM en deux opérations) et la deuxième sous forme d'un projet de récupération des fonds issus des VPM pour financer le renforcement des capacités des populations pour faire face aux crises. Les VPM ont eu lieu dans les villages considérés déficitaires à plus de 50 % par le SAP. Avant de procéder aux opérations de vente, le PRESECAL a réalisé une enquête.

Il s'agissait de « répertorier tous les chefs de ménage, la taille de leur ménage et l'appartenance aux groupes de vulnérabilité selon la méthodologie de CARE. Nous sommes intervenus principalement sur les groupes C et D. » (Un agent de PRESECAL).

La vente a été réalisée dans les villages par les agents du projet, en présence du chef du village.

« Ils ont amené le mil dans chaque village qu'ils ont acheté à 750 FCFA la *tiya*, qu'ils nous ont vendu à 325 FCFA la *tiya*. Ils vendent exclusivement aux *talakawa* (démunis) en notre présence. Tous ceux qui n'ont pas de problèmes n'ont pas eu... Ils viennent avec leurs agents, ils appellent les noms des bénéficiaires, le *maigari* (chef de village) est là pour témoigner. Le bénéficiaire donne son argent et prend sa ration. A la fin de la journée, on comptabilise et on remet l'argent aux agents de PRESECAL. » (Le chef de village de Maigochi Saboua).

L'ONG OXFAM-GB quant à elle, a organisé avec l'aide de l'AREN une VPM d'intrants zootechniques.

9.2.2. Food for work

OXFAM-GB et son partenaire l'AREN ont également mis en place un mécanisme d'atténuation de la crise en zone agropastorale (Roumbou, Soli) et pastorale (Gadabédji et Bermo). Il s'agit du *food for work* par l'intermédiaire de bons d'achat.

Ce programme consiste « à proposer aux commerçants locaux de mettre à disposition de la population des vivres dans les localités les plus reculées. Les bénéficiaires du programme ont ainsi l'opportunité de travailler en échange d'un bon d'achat qu'ils peuvent échanger auprès de ces commerçants. Les plus affaiblis par la faim, les vieillards et les handicapés, ont reçu leurs bons sans échange de leur travail. » (Un administrateur d'OXFAM-GB).

Des travaux d'intérêt communautaire tels que le reboisement, la création de pare-feux, ou en rapport avec le déstockage d'animaux ou la salubrité des lieux communautaires ont été réalisés, aussi bien en milieu agropastoral que pastoral.

A Roubou, « les gens du projet (OXFAM), ont demandé aux gens qu'est-ce qu'ils peuvent faire comme activités : l'agriculture, le balayage, la plantation d'arbres. Puis, ils ont arrêté la liste des gens qui veulent travailler, ensuite ils ont mis en place un comité de suivi. » (Un chef de ménage de Roubou).

La journée de travail est payée à 1 200 FCFA, et seule une journée de travail peut être réalisée par semaine.

« Les gens ont travaillé trois semaines et ils ont reçu 4 500 FCFA, sous forme de bons pour acheter les vivres chez un commerçant nommé Abarchi. » (Le directeur de l'école de Roubou).

Cette opération, qui avait bien commencé, a été arrêtée après trois semaines.

« Puis, il y a eu du *rikici* (problèmes). » (Le directeur de l'école de Roubou).

« Elles (les femmes) travaillaient déjà pour le *food for work*. Ils ont contacté des commerçants qui donnaient des vivres aux femmes auxquelles ils ont donné des reçus qui les identifient comme ayant travaillé. Ils ont fait ça aussi deux fois. Mais j'ai soupçonné que quelque chose s'est passé. » (Le maire de Roubou).

Les animateurs du projet ont expliqué leur départ par le fait que le PAM devait intervenir.

« J'aurais appris qu'ils ont quitté parce que le PAM allait venir ici, et qu'eux, ils n'interviennent pas là où le PAM intervient. » (Le maire de Roubou).

Pour les villageois, OXFAM a interrompu son projet du fait qu'il y a eu un malentendu entre eux et l'animatrice du projet chargée de superviser le travail.

« La femme qui supervise les activités ici a quitté un jour le village mécontente. Peut-être c'est elle qui a écrit un rapport... Les équipes travaillent à tour de rôle, les villageois ont cru qu'on voulait détourner ce qui leur revient, c'est pourquoi on a diminué selon eux leur temps de travail en instituant des tours par équipe. C'est ce que je crois. » (Le maire de Roubou).

9.2.3. Dé-stockage et re-stockage d'animaux

Afin de valoriser les animaux qui autrement seraient morts, OXFAM a racheté plus de 600 animaux au prix de vente d'une année normale, soit 30 000 FCFA l'unité de tête de bétail (UTB). Ces animaux ont été abattus et découpés, puis la viande a été transformée en viande séchée par les communautés elles-mêmes. La collecte, l'abattage, la découpe des animaux, l'enterrement des carcasses ainsi que la cuisson (incluant la mise à disposition du bois et d'eau) et le séchage de la viande a généré de nombreuses activités, qui ont été rémunérées en bons.

« On a commencé par les activités de déstockage. Ça correspond à un prix juste des animaux en piteux état. Nous avons transformé la viande en la faisant boucaner et en la

séchant de façon à ce qu'elle puisse être utilisée dans le cadre du *food for work*. » (Un administrateur d'OXFAM).

Chaque éleveur ne peut vendre qu'une seule tête de bovin.

« Mais il y a des personnes qui achètent avec les Peuls dans la brousse, comme ils ne peuvent pas abandonner leurs animaux, pour venir revendre ici. » (Un paysan de Roumbou).

« J'avais neuf bœufs, j'ai récupéré difficilement un boeuf. Les deux premières vaches qui allaient mourir, j'ai appelé un boucher pour les lui vendre. Il les a achetées à 3 000 FCFA chacune. Il a fait du *banda* avec la viande. Il y a un projet qui était venu ici pour aider les éleveurs, j'ai vendu les six autres à 30 000 FCFA l'unité. Les deux vaches que j'ai vendu au boucher pouvaient coûter normalement 200 000 FCFA chacune. » (Un chef de village).

Les 600 animaux furent abattus, ce qui permit de préparer plus de quatre tonnes de viande séchée. Cette viande, dont les qualités nutritionnelles ont été vérifiées par les services vétérinaires de PROXEL, a été distribuée à 2 000 bénéficiaires très vulnérables, à raison d'environ deux kilogrammes chacun.

« Ils ont acheté des animaux avec les éleveurs à un prix un peu plus élevé que ce que les bouchers proposent. Les bouchers achètent à 5 000 FCFA, alors qu'ils achètent à 30 000 FCFA. Malheureusement, ils achètent une tête par éleveur ; même quand un éleveur a deux ou trois vaches qui vont mourir, c'est une tête qu'ils achètent. Ils ont engagé des femmes qui font frire la viande, ils ont travaillé ici deux fois et ils sont partis dans d'autres villages en zone pastorale. » (Le maire de Roumbou).

En période de post-crise agropastorale, OXFAM et l'AREN re-stockèrent un petit nombre d'animaux au travers d'un système de rotation. Ceci se réfère à la pratique locale « *habbanaye* », qui consiste à prêter des femelles à d'autres familles, qui les rendent après la mise bas ou donnent les petits à d'autres bénéficiaires. Ce programme a pour but de re-stocker les foyers qui ont perdu la quasi-totalité de leur bétail. Les bénéficiaires de ce programme sont choisis par les communautés elles-mêmes, parmi les personnes qu'elles considèrent comme très pauvres et qui n'auront pas la capacité de vivre avec leurs troupeaux actuels. Des bons équivalents à l'argent que doivent recevoir les familles sont distribués aux bénéficiaires.

« En début de cette année, nous avons organisé huit foires où les vendeurs se présentaient avec leurs animaux. Les animaux étaient consultés à l'entrée par les services vétérinaires de PROXEL, pour qu'on puisse vérifier leur état de santé. Ils pouvaient être admis ou rejetés. Les acheteurs se présentaient à la foire avec leurs bons et négocient les différents animaux présentés... A la fin de la foire, nous faisons la situation par vendeur : les bons étaient récupérés et un reçu remis au vendeur, et il vient se faire payer par chèque. Pour être sûr que les bénéficiaires ne vont pas déstocker très vite les animaux distribués, puisque l'objectif est de reconstituer un capital collectif, on a distribué de l'argent en trois phases : 10 000 FCFA au moment de chaque foire, 10 000 FCFA un mois et demi à deux mois, et en dernier 15 000 FCFA ; au total, chaque bénéficiaire a reçu 35 000 FCFA. » (Un administrateur d'OXFAM).

Toujours dans le cadre du re-stockage, OXFAM-GB a mis en place avec la collaboration de PROXEL, un suivi sanitaire et zootechnique des performances des animaux, et quatre cycles de formation destinés aux bénéficiaires ayant pour thèmes la complémentation, la gestion du troupeau et la santé animale.

L'objectif est « de faire passer les éleveurs d'une pratique d'élevage contemplatif à une pratique vraiment capitaliste qui soit productive, qui s'auto-entretienne, pour que chaque fois le produit en plus puisse produire de l'argent pour s'occuper des besoins basiques sans toucher le capital de départ. » (Un administrateur d'OXFAM).

Le dé-stockage et le re-stockage d'animaux a été une activité appréciée, mais moins utilisée dans la commune de Roumbou-Sakabal.

« Partout où il y a eu le *yanka* (l'abattage), c'est là-bas qu'ils ont organisé la distribution des animaux. Au départ, ils étaient dans notre village, ils ont fait le *yanka* deux semaines et ils ont arrêté, nous ignorons la cause. Dans notre commune, c'est seulement à Farin Kala, un village haoussa mélangé aux Peuls, qu'ils ont profité pour avoir quelques brebis. » (Le chef de village de Maigochi Saboua).

9.2.4. Les distributions gratuites généralisées

Les DGG se sont bien déroulées et ont été appréciées des bénéficiaires tant qu'elles ont été opérées en présence des agents donateurs. Elles ont été principalement organisées par le PAM. Elles ont concerné toutes les communautés, nomades comme sédentaires. Comme un peu partout, le PAM a effectué la distribution par l'intermédiaire des ONG. Dans la zone de Roumbou-Sakabal, c'est World Vision qui a exécuté l'opération. Ces DGG commencèrent en août 2005 et durèrent trois mois. Le PAM mit à la disposition de l'équipe de World Vision les stocks de vivres et l'appui technique nécessaire. Les distributions furent réalisées sur la base des listes de villages considérés comme déficitaires, mises à la disposition de World Vision par la CCA. Une liste des bénéficiaires fut établie village par village par les agents de World Vision avant le début des opérations de distribution.

« Sur la base de la liste que la CCA a mise à notre disposition, nous allons sur le terrain faire le recensement, puis nous centralisons les résultats ; ensuite, nous calculons les quantités et enfin, nous faisons le chargement. » (Un agent de World Vision).

Les centres de distribution sont organisés par grappes de cinq à dix villages. Les villages sont rattachés au centre qui leur est le plus proche. Compte tenu du nombre élevé de bénéficiaires par centre, la distribution ne se fait pas de façon individuelle, mais par groupes de personnes.

« Nous faisons des tas pour dix personnes, nous demandons aux bénéficiaires de faire des empreintes sur les listes et chaque groupe prend pour dix personnes et partent se partager. C'est une stratégie pour aller plus vite, parce qu'il y a des centres où vous avez 600 à 800 personnes. » (Un agent de World Vision).

Les distributions ont eu lieu à l'école.

« Ce sont les *Nassarou* (Blancs) et un Ghanéen qui sont venus pour la distribution. Les *Nassarou* regardent comment la distribution est faite. Ils observent et prennent des photos. » (Le chef de village de Maigochi Saboua).

La distribution a été faite par les agents de World Vision.

« Quand on appelle le nom de la personne, on demande au *maigari* si c'est lui. Le *maigari* atteste et on lui donne. » (Le chef de village de Dan Jaoudi).

« Tous les villages de la commune sans exception ont reçu l'aide du PAM, à savoir Rouboul, vingt-deux tonnes, Maigochi Saboua, une tonne, Maigochi Jackou (trois concessions seulement en ont reçu), Dan Jaoudi, huit tonnes, Mai Koulaké, sept tonnes, Garin Mahaman, une tonne, Garin Gado, huit tonnes, Roumbou, vingt-sept tonnes, Dambé, sept tonnes, Attoulé, six tonnes et Dan Sarko, zéro tonne. » (Le directeur de l'école de Roumbou).

Lors des distributions, les agents des organisations humanitaires ont été confrontés à des difficultés liées à la mauvaise estimation de la population vulnérable des villages ou à

l'omission d'un village sur la liste de distribution proposée par la CCA. Lorsque les agents chargés des DGG rencontrent ces difficultés, ils donnent la ration prévue par le PAM en conformité avec la liste de la CCA.

« Mais entre eux là-bas, les communautés, comme c'est une période de crise, avec la solidarité africaine les vingt ou trente ménages qui ont eu, une fois à la maison, se partagent. » (Un agent de World Vision).

Pendant cette distribution, l'administration n'a pas été associée, ce que déplorent tous les représentants de l'Etat : préfet, maire, etc.

« Nous, nous ne faisons que suivre, on n'est pas vraiment un acteur direct, nous ne faisons que constater et suivre ; et c'est pour ça que nous avons eu beaucoup de problèmes. » (Le préfet).

D'autres difficultés ont été signalées par les différents acteurs. On compte notamment l'absence de coordination des différentes activités, avec pour conséquence la duplication de l'aide.

« Ils viennent, ils interviennent sans que nous, on soit au courant. Sur le coup, il y a une sorte de duplication au niveau d'un même village, alors qu'il y a des villages qui n'ont pas bénéficié. A titre d'exemple, il y a un village qui a bénéficié des vivres de cinq ONG, alors qu'il y a beaucoup d'autres qui n'ont rien eu. » (Le préfet).

9.2.5. Les aides arabo-islamiques

L'AMA a également organisé une distribution gratuite, ciblée autour de quatre villages, à savoir Roumbou Alka, Maigochi Saboua, Maigochi Jackou et Dan Jaoudi Gaya.

Pour le choix des villages cibles : « C'est du *kalanda* (loterie). A leur arrivée, ils nous ont demandé de leur donner la liste des villages qui sont au-delà de la route, et nous leur avons fourni la liste. Ils ont eux-mêmes choisi ces quatre villages, donc tu vois, c'est une affaire de chance. » (Le chef du village de Maigochi Saboua).

« Initialement, cette distribution ne devait concerner que trois villages, mais un quatrième a été ajouté. » (Le directeur d'école de Roumbou).

Comme la plupart des agents d'autres organisations, les représentants de l'AMA ont d'abord recensé les populations cibles avant de procéder aux distributions. L'aide comportait au total 40 tonnes.

« Ils ont donné à qui un sac, qui un demi-sac. » (Un paysan de Roumbou Alka).

Néanmoins, cette distribution, à l'image des autres, a fait l'objet de manoeuvres de certaines personnes pour capter l'aide.

« Tu vois X a fait encore du *zalumci* (prendre la part de quelqu'un). Il a fait qu'on a commencé la distribution par son village. Sur les 250 sacs qu'ils ont distribués le jour-là, 150 sacs sont restés dans son village. Ce sont les 150 autres sacs que nous avons partagés dans nos trois autres villages. Il a même donné aux habitants d'autres villages qui ne relèvent pas de lui, mais nous avons fait du *achak* (la retenue) pour le laisser faire. » (L'un des quatre chefs de village).

9.2.6. Les aides des ressortissants

Les aides des ressortissants se sont résumées aux actions des politiciens, développées en vue de consolider et d'élargir leurs assises. Au niveau de Roumbou-Sakabal, trois leaders

politiques nationaux sont intervenus par le biais de leurs représentants locaux. Il s'agit de Mme Rahimou, député national, qui a distribué dans le département de Dakoro 90 tonnes de riz et de farine de manioc, du président du Rassemblement social et démocratique (RSD) Gaskiya Cheffou Amadou, qui a acheminé sur le site de la commune de Dakoro 2,8 tonnes de farine de manioc, 0,35 tonnes de lait, 0,7 tonnes de sucre, et enfin de Barka Tambari Maigochi, ancien député national du groupe parlementaire du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS) Tarayya, originaire du village, et qui, selon un chef du village, a « acheté 300 sacs de graines de coton et nous a dit de garder. C'est ça que nous avons utilisé pour nourrir nos animaux ». A Roubou-Sakabal, il n'y eut pas d'appuis provenant de la diaspora établie au Nigeria ou ailleurs.

9.3. Les CRENI et CRENA

Deux institutions spécialisées dans la récupération nutritionnelle sont intervenues dans la zone. Il s'agit de MSF-France et ACF-Espagne. Outre les soins apportés aux enfants selon leur degré de malnutrition, ces ONG ont fourni des aides alimentaires (céréales) aux parents d'enfants malnutris. A titre d'exemple, MSF a distribué des rations alimentaires aux mères d'enfants malnutris sévères admis dans son CRENI de Dakoro durant le traitement.

« La mère de l'enfant reçoit une ration de protection de 5 kg de farine enrichie et 1 litre d'huile végétale pour la semaine. Quand l'enfant est guéri et sort du programme MSF, elle reçoit 50 kg de mil, 25 kg de niébé et 10 litres d'huile à son départ. » (Koné M. 2006 : 33.)

ACF-Espagne est venue en février 2005, et a distribué en ambulatoire au CRENA du CSI de Roubou-Sakabal, des vitamines, des bouillies enrichies pour enfant et une ration de « protection familiale », composée de 50 kg de riz, 25 kg de niébé et de 8 litres d'huile.

« Quand ils sont arrivés, ils ont pris attache avec les autorités communales et coutumières. Ils ont recruté des gens pour servir de main d'œuvre et de distributeurs. Ils viennent toutes les deux semaines. Les distributeurs étaient payés à 1 500 FCFA par séance, les déchargeurs à 500 FCFA la tonne. » (Le chef du CSI).

10. La crise alimentaire et l'arène locale

10.1. Le comité sous-régional de prévention et de gestion des crises alimentaires de Dakoro

« Le comité sous-régional de prévention et de gestion des crises alimentaires a commencé ses activités ici en 1990. C'est le SAP qui le gère. C'est ce comité qui s'occupe de la collecte de l'information et de la gestion des crises. » (Le DDDA.)

Vers les années 1990, le dispositif national s'est scindé en deux : la cellule de coordination du SAP et la CCA. Au niveau local néanmoins, c'est le même comité qui assure les deux fonctions. Ce comité est présidé par le préfet du département, avec pour vice-président le DDDA et pour secrétaire général le DDRA. Selon les textes en vigueur, ce comité est composé de tous les chefs de services techniques, les représentants de projets ou de programmes, et les ONG intervenant dans le département. En 2005, suite à la crise alimentaire et fourragère qu'a vécue le département et en application de l'article 3 du décret 95-081/PM du 31 mai 1995, qui stipule que « le comité peut prendre toute personne désignée, à raison de ses compétences », ce comité a été élargi à la société civile, aux partis politiques, et à la chefferie traditionnelle.

« Ce comité s'occupe surtout de tout ce qui est en rapport avec toute la gestion : la collecte de l'information en cas de crise alimentaire, et même la gestion des catastrophes lors des incendies, feux de brousse et des inondations. » (Le DDDA.)

Activités

Le CSR-PGCA a réalisé de multiples activités pendant la crise alimentaire de 2004-2005.

Information

« Nous avons collecté des informations que nous envoyons chaque mois. (...) Il y a une fiche de suivi permanent que nous remplissons sur les zones déjà ciblées qui sont vulnérables, donc les villages qui sont déficitaires. Il y a une autre fiche que nous remplissons annuellement. Cette fiche permet d'identifier les zones vulnérables. Nous la remplissons en septembre après les récoltes et c'est sur la base de ces informations que la première réunion annuelle se tient. » (Le DDDA.)

Appui au montage de projets

Le CSR-PGCA a appuyé les organisations de la société civile (OSC) dans le montage de dossiers de requête.

Le CSR-PGCA « a monté un dossier de quatre projets. Il y a d'abord un dossier de vingt banques céréalières, un autre dossier de création de vingt-cinq banques d'aliments de bétail, et enfin deux autres dossiers de récupération de terres. Parmi ces quatre dossiers, un seul a été financé par la CCA. » (Le DDDA.)

Suivi des actions

Le CSR-PGCA a mené des opérations de suivi des actions d'autres partenaires.

« Il a la charge de suivre tout ce qui se passe dans le département. » (Le DDDA.)

Distributions

Le CSR-PGCA a procédé à la distribution des aides provenant de l'Etat.

« Soixante tonnes d'intrants zootechniques, trente tonnes de graines de coton, quatre-vingt tonnes de semences ont été distribuées aux populations par le comité. » (Le DDDA.)

Atelier

Enfin, le CSR-PGCA a initié l'organisation d'un atelier d'harmonisation et de capitalisation des actions dans le cadre de la sécurité alimentaire, qui s'est tenu le 30 août 2005.

Les membres de droit

Le préfet est la première personnalité administrative au niveau du département de Dakoro. Il est le représentant du gouvernement dans le département. Il préside le CSR-PGCA, avec pour mission de coordonner les actions de tous les acteurs de la gestion de la crise alimentaire.

Les organisations qui interviennent ont « l'obligation de signer un protocole de partenariat. C'est la première condition, parce que nous représentons la cellule crise alimentaire ici, et tous les critères de la CCA doivent être respectés par les différentes ONG qui ont eu le financement de la CCA. » (Le préfet).

Le président du CSR-PGCA assure le suivi des activités d'une part au travers des services techniques, chacun dans son domaine d'intervention, et d'autre part de façon directe.

« Nous avons eu à faire des missions pour aller constater de nous-mêmes si le projet financé par la CCA a été exécuté conformément à la note explicative de la CCA. C'est vraiment un rôle très important. » (Le préfet).

La direction départementale du Développement agricole de Dakoro a été créée le 4 mars 1964 par une décision du ministre de l'Economie rurale. Elle regroupe un certain nombre de districts agricoles.

Le département de Dakoro est « divisé en huit districts agricoles dont Adjékoria, Birni'n Lallé, Dan Goulbi, Dakoro, Goula, Kornaka, Sabon Machi et Soli. » (Le DDDA).

A la tête de chaque district devrait se trouver un chef de district agricole.

« Maintenant, il y a certains districts agricoles qui sont vacants. Il y a au moins trois : Goula, Soli et Adjékoria. » (Le DDDA).

« Les activités qu'on mène au niveau du service : on s'occupe de la vulgarisation de tout ce qui est en rapport avec toutes les innovations dans le domaine agricole, que ça soit la diffusion des semences, la diffusion des unités de cultures attelées, on s'occupe aussi de la protection des végétaux, de l'action coopérative (donc toutes les organisations rurales). C'est ici que nous étudions les dossiers pour l'agrément, on s'occupe aussi du volet administratif dans le domaine agricole. » (Le DDRE par intérim).

En dehors des activités traditionnelles de la direction départementale du Développement agricole, le directeur assure la vice-présidence du CSR-PGCA.

Le DDRA est secrétaire général du comité. Son service, qui est doté de treize agents dont trois au niveau de la direction et dix autres répartis dans les communes du département, s'occupe de la promotion et de l'amélioration de la santé animale, de l'organisation des campagnes de vaccinations, de l'amélioration des techniques de production animale, de la promotion de la santé publique à travers le contrôle de la qualité des denrées alimentaires d'origine animale, et du suivi des produits et sous-produits d'origine animale sur les marchés. Pour ce qui est des activités transversales, la direction départementale des Ressources animales assure le suivi des activités des intervenants dans le secteur de l'élevage. En ce qui concerne les pratiques vétérinaires (soins), Dakoro constitue une zone pilote de privatisation des soins de santé animale.

La direction départementale de la Santé publique et de la Lutte contre les Endémies correspond au district sanitaire de Dakoro. Elle a pour mission de mener des activités curatives, préventives, promotionnelles et éducatives, d'organiser et encadrer la participation communautaire dans le but d'améliorer l'état de santé des populations avec le concours des autres services du département. C'est à ce titre que le district sanitaire est membre du CSR-PGCA, où il est représenté par son épidémiologiste.

La DDAT/DC, appelée avant la décentralisation « service d'Arrondissement du Plan », était à sa création dénommée « service d'Arrondissement d'Animation au Développement ». Cette direction a pour mission la coordination des différentes activités des acteurs du développement départemental, communal et communautaire, à savoir les conseils municipaux, les services déconcentrés de l'Etat, les ONG internationales intervenant dans le département, les organisations communautaires de base (OCB), les organisations de la société civile (OSC), la chefferie traditionnelle et enfin la tutelle.

Pendant la crise alimentaire, la DDAT/DC a joué un rôle non négligeable dans la gestion de la crise. Elle a participé au montage des différents dossiers de requêtes aux différentes OCB et OSC locales et a œuvré à la mise en place d'un cadre de concertation des différents intervenants pendant la crise alimentaire.

Les membres occasionnels

Pendant la crise alimentaire de 2004-2005, une innovation a été observée dans la composition du CSR-PGCA du département de Dakoro : de nouveaux acteurs, tels que les représentants des partis politiques, des élus locaux, de la chefferie traditionnelle (chefs de canton et de village), des OSC, etc. se sont vus représentés dans le comité et ont été impliqués dans la gestion de la crise alimentaire de 2004-2005 ou dans les activités post-crise.

Tous les partis politiques présents dans l'arène locale de Dakoro (l'Agence nigérienne pour le développement et le progrès (ANDP), la Convention démocratique et sociale (CDS), le Parti pour l'union nationale et la démocratie (PUND), le PNDS, le Rassemblement démocratique africain (RDA), le PNA, etc.) ont pris part aux réunions et activités du CSR-PGCA.

Compte tenu de leur récente installation, les conseils municipaux ne furent que peu impliqués dans la gestion de la crise par la plupart des partenaires.

« Nous avons moins travaillé avec les maires durant la période d'urgence...mais en activités postcrise, notamment avec l'implantation de radios communautaires, nous avons organisé un atelier de mise en place de ces radios avec les maires de Gadabédji, Dakoro, Adjékoria, Birni'n Lallé, etc., et ils ont été des personnes ressources. Nous avons demandé aux maires de s'impliquer dans le processus de mise en place, le maire de Dakoro a mis à notre disposition un local. » (Un administrateur de PROXEL).

La chefferie traditionnelle (les chefs de canton) a joué un rôle de conseil dans les trois cantons.

« On les a rencontré avant la phase d'enquête, et après, ils recevaient les programmes de nos ventes à prix modéré au niveau de chaque village. Ils nous ont aidé dans la recherche de véhicules pour faire parvenir l'aide dans les villages inaccessibles, ils nous ont aidé dans la diffusion de l'information sur nos opérations de vente à prix modéré etc. Quant aux chefs de village, c'étaient pour nous ceux qui ont joué les rôles les plus importants. Nous avons mis dans chaque village un comité de gestion de vente à prix modéré, c'est le comité qui allait gérer le stock. Donc la personne responsabilisée au niveau du village, c'est le chef du village. Quand le stock arrivait, c'est lui qui signait le reçu de telle quantité de céréales. Et il y a une date à laquelle il devait nous attendre pour la vente, donc les gens ont le temps (deux-trois jours) pour trouver l'argent. Les chefs de village ont

bien joué leur rôle, bien que la plupart du temps, ils ne font pas partie des bénéficiaires. »
(Un chef de ménage à Roumbou).

10.2. Relations entre les différents acteurs de la gestion de la crise alimentaire

Au vu de la transformation du comité, voire son élargissement aux autres acteurs que nous avons appelé « occasionnels », on peut se poser la question de la fonctionnalité dudit comité et surtout des relations entre les différents acteurs.

Si les textes réglementaires prévoient que le préfet du département est le président du CSR-PGCA, et que par conséquent il coordonne ses activités, plusieurs ONG ont fait fi de l'existence de cette structure.

« Il y a des ONG qui font la distribution comme ça se doit, (...), il y a d'autres ONG qui font ce qu'ils veulent sur le terrain. Ils viennent, ils ne passent même pas chez nous pour s'annoncer, ils ne passent ni chez le chef de canton, ni le chef de village, ni chez les maires. Tu les entends seulement dans le terroir en train de faire des opérations d'aides. Nous, nous avons l'obligation de savoir ce qui se passe sur le terrain. Nous avons nos correspondants sur le terrain, comme le chef de canton, le maire, les conseillers, les chefs de village, etc. (...) Devant une telle situation, nous ne pouvons pas prendre la responsabilité de faire arrêter les distributions pendant que les populations en ont besoin. Nous laissons continuer cette phase et après nous rappelons les gens à l'ordre. » (Le préfet).

« Ce ne sont pas toutes les ONG qui nous impliquent dans les distributions. D'autres font appel à nous pour seulement les aider à identifier les villages et les ménages vulnérables, c'est le cas de World Vision. Quant à l'ONG CARE International, elle a fait appel au comité à toutes les étapes de ses actions. » (Un représentant d'un service technique).

Ce manque de coordination et d'implication du comité a eu pour conséquences la duplication des actions dans certaines communautés et inversement l'existence de plusieurs villages vulnérables totalement oubliés ou sous-évalués.

Villages omis ou sous-évalués : aide de consolation

Dans la commune de Roumbou, deux villages administratifs ont été sous-évalués (Maigochi Jackou et de Maigochi Saboua) et un a été omis (Dan Sarko). Lors des DGG opérées par World Vision, le village de Maigochi Jackou n'a eu que six sacs pour un village de plus de 150 ménages. Le chef de village de Roumbou I, Alka Kaoucen, a décidé de donner à la population de ce village voisin deux tonnes de vivres prélevées sur le stock de son village.

« Comme mes deux voisins n'ont pas eu grand-chose, j'ai consulté mes administrés et nous avons décidé sur place de les aider. » (Le chef de village de Roumbou I).

C'est suite à l'envoi de ce premier lot de consolation qu'un « *courtier* » est venu en aide à ce village, pour en plaider la cause auprès du chef de canton et du président de l'ONG CEB.

Cas n°6 : Un « courtier en aide humanitaire »

Maigochi Jackou est le deuxième village créé dans la zone (au-delà de la Tarka), par un certain certain Maigochi, qui a quitté Dan Malan Tanoude dans le canton de Kornaka en 1928. « Notre grand-père a foré son puits en utilisant l'eau de celui de Roumbou, c'est-à-dire qu'il est venu dans la zone un an après l'arrivée de Tambari Mahamoudan. » (Souleymane Malan Issa, un habitant de Maigochi Jackou.) Sa population est estimée à plus de 1 103 habitants, soit 170 livrets de famille. Selon les données du SAP, 23 personnes seulement ont été enregistrées comme déficitaires. H.M., enseignant, a remarqué l'injustice qui a été commise lors de la DGG du PAM (village sous-évalué). Il est d'abord parti voir l'agent de World Vision chargé de la

distribution pour connaître les causes de cet état de fait. Selon H.M., l'agent de World Vision lui fait comprendre que les DGG sont planifiées à partir des « données du service de l'Agriculture et que c'est le chef du district agricole qui a donné ces données-là ». Selon le chef du village, « l'agent de l'Agriculture, *Allah ya sani* (Allah connaît), il n'est pas venu ici, il a seulement écrit que nous avons eu du mil ». Puis H.M., accompagné par l'un des chefs de village, est parti informer le chef de canton de cette omission, qui selon notre enseignant, a promis de voir le chef du district agricole afin qu'une rectification soit faite. Une nuit, vers vingt heures, « le véhicule du chef de canton est venu me chercher, je me suis rendu à Dakoro voir I.H. et lui demander de faire tout pour satisfaire les villages de Maigochi Jakou et Dan Sarko ; quant au village de Maigochi Saboua, il a eu la moitié de la dotation lors de la deuxième distribution ». Le chef du village de Maigochi nous fait comprendre qu'il n'a fait appel au service d'aucun « courtier », car il affirme : « Je suis allé moi-même voir les autorités, personne ne m'a aidé ni conseillé dans mes démarches. Je suis allé d'abord expliquer au préfet. Le préfet est parti voir le directeur départemental de l'Agriculture et lui a dit que ce n'est pas sa faute. Ensuite, le préfet nous a demandé de recenser tous les gens du village qui n'ont rien reçu comme aide et de lui envoyer la liste. Ce qui fut fait. » Pour notre « courtier en aide humanitaire », il considère que ce sont ses démarches qui ont abouties, puisqu'en fin de distribution du PAM, le village de « Maigochi Jackou a eu cent sacs et demi plus du haricot ; Maigochi Saboua a eu 176 sacs de riz... Seul Dan Sarko n'a pas eu, parce que son village est situé au sud de la route » et qu'il est de ce fait considéré comme non vulnérable par les services de l'Agriculture. S'agissant de la démarche opérée auprès de l'ONG CEB, le chef du village nous affirme que c'est « le chef de canton qui m'a dit d'aller voir Mainassara pour lui expliquer la situation de notre village. Je suis allé avec Sani, un conseiller municipal de la commune, le voir. Il nous a procuré cinquante sacs de 37 *tiya* chacun de mil ». A côté de cette aide, le village de Maigochi Jackou a profité de plusieurs autres aides dont les ventes à prix modéré : « Je crois qu'on nous a vendu trois à quatre fois du mil. La première fois, on m'a donné dix sacs, la seconde fois et la troisième fois onze sacs ; et enfin, il y a les Arabes qui nous ont distribué du mil, chaque chef de famille a cinq *tiya*. »

Le chef de village reconnaît que dans son village, plusieurs personnes ont profité de la crise alimentaire.

« Des gens comme M.J., A.B. et R.I., ont bénéficié de la crise, mais cela leur a permis juste de nourrir leur famille. Les riches ont profité. Par exemple A. partait jusqu'à Maradi pour acheter la paille et revendre. »

10.3. Création d'un cadre de concertation

Pour remédier à cette situation, un cadre de concertation a été mis en place sous l'impulsion de PRESECAL et du CSR-PGCA, « et a tenu ici à la préfecture sa première réunion avec tous les intervenants : World Vision, PRESECAL, PROXEL, OXFAM, tout le monde a un peu échangé et nous avons essayé de nous coordonner. » (Un administrateur de PRESECAL).

Le CSR-PGCA a reçu l'appui en logistique de PRESECAL pour mener à bien ses actions, à savoir « faire des missions de suivi des activités, afin qu'il puisse faire son travail de coordination dans de bonnes conditions... Sur ce volet, plusieurs missions ont été menées durant les huit mois de l'opération. » (Un administrateur de PRESECAL).

Conclusion

Les résultats de la présente étude réalisée à Roumbou-Sakabal, montrent que la crise de 2004-2005 a eu plusieurs causes (retard des semis, mauvaise répartition des pluies dans l'espace et le temps, invasions acridiennes, hausse vertigineuse des prix sur le marché, spéculation, etc.). Ces résultats témoignent d'une mauvaise campagne agricole, mais aussi et surtout pastorale, du fait du manque de fourrage. Elle a eu pour conséquences la non-accessibilité des céréales, la forte mortalité du bétail, la désorganisation sociale des pasteurs et l'aggravation des conflits autour des ressources naturelles.

A ces conséquences négatives font pendant quelques autres conséquences « positives » : promotion de nouveaux métiers (vente du fourrage à grande échelle, exercice du boucanage par des non-bouchers, etc.), réaménagement du régime alimentaire (préparation du *lalame* en mélangeant le mil au riz ou au blé), diminution du chômage des jeunes avec leur recrutement par les ONG, émergence d'une société civile constituée d'ONG locales dont les capacités et l'influence se trouvent renforcées, constitution de nouvelles richesses et installation de nouveaux projets.

Plusieurs « *coping strategy* » (AGR, endettement auprès des plus riches, cueillette de plantes et herbes sauvages, travaux physiques, décapitalisation d'animaux par abattage ou vente sur les marchés, etc.) ont été utilisées par les populations de Roumbou-Sakabal pour faire face à la crise.

La médiatisation de la crise alimentaire a entraîné la mobilisation dans le Nord Dakoro de plus d'une dizaine d'intervenants, extérieurs comme intérieurs. On compte parmi eux aussi bien l'Etat et ses démembrements que les ONG d'aide humanitaire d'urgence, les projets de développement et les ONG et associations locales qui intervenaient dans la zone avant le début de la crise. Leurs actions étaient multiples et multiformes, allant de la VPM au *food for work*, en passant par les DGG, le déstockage et le crédit aux femmes pour développer des AGR. S'agissant des ventes à prix modéré, il ressort de nos enquêtes qu'elles ont été réalisées au bon moment, car elles ont permis aux plus démunis d'attendre l'arrivée des DGG. Par ailleurs, l'absence ou l'insuffisance de l'aide aux éleveurs (en intrants zootechniques et médicaments vétérinaires) ont été préjudiciables au cheptel.

Bibliographie

- BONTE, P. (1970), « Production et échanges chez les Touaregs Kel Gress du Niger », Thèse de doctorat, Université Paris X, Edition Microfiches de l'Institut d'ethnologie, Paris.
- BRACHET (1946), *Les tribus touaregs de la subdivision de Birni'n Lallé*.
- BRAILLARD (1941), *Carnet monographique du cercle de Tanout*, direction nationale des Archives.
- BRUN, T. (1975), « Manifestations nutritionnelles et médicales de la famine », in COPANS, J. (ed), *Sécheresses et famines du Sahel*, Paris, Maspéro.
- COPANS, J. (1975), « Images, problématiques et thèmes », in COPANS J. (ed), *Sécheresses et famines du Sahel*, Paris, Maspéro.
- ISSOUFOU M., B. GREFAULT ET PILS S. (2005), « Rapport du programme de renforcement de la sécurité alimentaire dans le département de Dakoro », PRESECAL Phase I, Vétérinaires sans frontières, Dakoro.
- KONE, M. (2006), La crise alimentaire de 2005 au Niger dans la région de Madarounfa et ses effets sur la malnutrition infantile : approche socio-anthropologique, LASDEL, Niamey.
- LARWANOU M., M. SAADOU ET NONGUIERMA A. (2005), « Détermination du degré d'aridité bioclimatique de sept localités du département de Tillabéri (Sud Ouest du Niger) : classement en zones bioclimatiques », *Sécheresse*, vol. 16, n°2, Montrouge.
- LUXEREAU, A. (sans date), « Mil des hommes, mil des femmes : préparation des céréales en pays haoussa (Niger) », (document dactylographié).
- LUXEREAU, A (1984), « Maîtrise et transmission du foncier dans un village rural du département de Maradi (Niger) », *Règles d'héritage et de transmission des biens en pays islamiques*, Cahier n°9, Aix-en-Provence, Maison de la Méditerranée.
- MAHAMADOU, A. (2005), « Foncier agro-pastoral, conflits et gestion des aléas climatiques au Niger : Cas de Dakoro et d'Abalak », LASDEL, Etudes et Travaux n°26, Niamey.
- NICOLAS, G. (1975), « Dynamique sociale et appréhension du monde d'une société Hausa », Institut d'Ethnologie, Paris.
- OXFAM-GB ET AREN (2005), « Bons contre travail à Dakoro, Niger », (document dactylographié).
- PERIE, J. (1947), « Notes historiques sur la région de Maradi (Niger) », *Bulletin de l'Institut fondamental d'Afrique noire*, 01.
- RAYNAUT, C. (1990), « Inégalités économiques et solidarités sociales : exemple haoussa au Niger », in FASSIN, D. et Y. JAFFRE, (eds), *Sociétés, développement et santé*, 136-154, Ellipses, Paris.
- RAYNAUT, C. (1993), « Se nourrir en ville : stratégies économiques et pratiques sociales (le cas de Maradi, Niger) », in BLANC-PAMARD, C. (éd.), *La santé en société. Regards et remèdes*, Colloques et séminaires, ORSTOM, Paris.
- RAYNAUT, C. (1983), « La crise des systèmes de production agro-pastoraux au Niger et en Mauritanie », in RAYNAUT C., (ed), *Milieu naturel, techniques et rapports sociaux*, CNRS, Bordeaux.
- REY, M-C. (1989), « Limite nord des cultures pluviales : occupation et dégradation d'un environnement sahélien marginal (Dakoro, Niger) », Mémoire, Institut de géographie, Université de Lausanne.
- RIOU, Y. (1945), « Monographie du cercle de Tanout », Direction Nationale des Archives.
- Service départemental de l'Agriculture (2003), « Rapport annuel, campagne agricole 2003 », document dactylographié.

Service départemental du Développement agricole (2006), « Rapport annuel, campagne agricole 2005 », document manuscrit.

SOULEY, A. (2003), « Une maladie infantile hausa : tamowa », in JAFFRE, Y., MOUMOUNI, A., OLIVIER DE SARDAN, J.P., & SOULEY, A. *Représentations populaires hausa et songhay-zarma de quelques maladies (entités nosologiques populaires)*, LASDEL, Etudes et Travaux n° 17, Niamey.

VILMIN, M. (1955), « Monographie humaine et économique de la subdivision de Dakoro ».

Sigles et acronymes

ACF	Action contre la Faim
AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activité génératrice de revenus
AMA	Agence des musulmans d'Afrique
ANDP	Alliance nigérienne pour le développement et le progrès
AREN	Association de redynamisation de l'élevage au Niger
CAPONG	Collectif des associations et ONG pastorales
CCA	Cellule crise alimentaire
CEB	Contribution à l'éducation de base
COGES	Comité de gestion
CRENA	Centre de récupération nutritionnelle ambulatoire
CRENI	Centre de récupération nutritionnelle intensif
CSI	Centre de santé intégré
CSR-PGCA	Comité sous-régional de prévention et de gestion des crises alimentaires
DDAT/DC	Directeur départemental de l'Aménagement du Territoire et du développement communautaire
DDDA	Directeur départemental du développement agricole
DDRA	Directeur départemental des ressources animales
DGG	Distribution gratuite généralisée
LASDEL	Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local
MSF	Médecins sans frontières
MNSD	Mouvement national pour la société de développement
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PAM	Programme alimentaire mondial
PNA	Parti nigérien d'autogestion
PNDS	Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme
PRESECAL	Programme de renforcement de la sécurité alimentaire dans le département de Dakoro
PROXEL	Projet de mise en œuvre d'un réseau de santé animale et de conseils de proximité en élevage
PROZOPAS	Projet de développement de la zone pastorale
PSPR	Programme spécial du président de la République
RDA	Rassemblement démocratique africain
RSD	Rassemblement social et démocratique
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
UTB	Unité de tête de bétail
VPM	Vente à prix modéré
VSF-B	Vétérinaires sans frontières-Belgique